

Rapport de la direction

Les états financiers du Musée d'art contemporain de Montréal (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du *Rapport annuel 2016-2017* concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

La direction du Musée reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Le directeur général et
conservateur en chef,



John Zeppetelli

Le chef des finances,



Luc Perron, CPA, CGA

Montréal, le 20 juin 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée d'art contemporain de Montréal, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats, l'état de l'évolution des soldes de fonds, l'état des gains et pertes de réévaluation et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le Musée d'art contemporain de Montréal n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2017 et 2016, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations et d'autres charges financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public s'appliquant aux organismes sans but lucratif du secteur public, qui prévoient la comptabilisation des subventions à recevoir lorsque le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que la réception finale du montant est raisonnablement assurée. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée d'art contemporain de Montréal et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants selon l'estimation établie sont nécessaires afin que les états financiers du Musée d'art contemporain de Montréal respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	2017 Augmentation (diminution) estimée En dollars			2016 Augmentation (diminution) estimée En dollars		
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
État de la situation financière						
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (court terme)	838 487	2 016 636	2 855 123	603 142	1 478 415	2 081 557
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec (long terme)	—	1 890 652	1 890 652	—	2 604 086	2 604 086
Subventions reportées du gouvernement du Québec	—	2 093 207	2 093 207	—	1 831 393	1 831 393
Solde de fonds			2 652 568			2 854 250
État des résultats						
Subventions du gouvernement du Québec	235 345	(437 027)	(201 682)	181 453	(399 748)	(218 295)
Excédent des produits sur les charges			(201 682)			(218 295)

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée d'art contemporain de Montréal au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Musée d'art contemporain de Montréal au 31 mars 2017 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 3 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,



Jean-Pierre Fiset, CPA auditeur, CA
Vérificateur général adjoint
Montréal, le 20 juin 2017

État des résultats

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
PRODUITS		
Subventions du gouvernement du Québec	8 807 353 \$	— \$
Subventions du gouvernement du Canada (note 4)	441 432	—
Subvention – Autre	68 000	—
Dons d'œuvres d'art (note 9)	187 050	—
Commandites et autres dons (notes 5 et 6)	1 451 754	—
Produits de placements (note 7)	313 712	—
Ventes	—	25 361
Locations d'espaces	—	161 508
Locations d'expositions	35 600	—
Billetterie	1 020 237	—
Activités éducatives et culturelles	208 550	—
Autres	246 649	48 309
	12 780 337	235 178
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	4 977 171	69 952
Services professionnels, administratifs et autres	2 250 449	32 019
Taxes municipales et scolaires	1 974 983	—
Services de transport et communications	1 584 965	622
Fournitures et approvisionnements	406 452	476
Locations	1 152 161	18 134
Entretien et réparations	233 682	3 729
Intérêts et frais d'emprunt	14 616	—
Acquisitions d'œuvres d'art (note 9)		
Dons d'œuvres d'art	187 050	—
Achats d'œuvres d'art	360 834	—
Amortissement – Immobilisations	—	—
	13 142 363	124 932
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(362 026) \$	110 246 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2017	Total 2016
— \$	1 022 472 \$	— \$	— \$	9 829 825 \$	9 256 536 \$
—	—	—	—	441 432	526 389
—	—	—	—	68 000	20 250
—	—	—	—	187 050	1 776 852
—	—	—	—	1 451 754	2 110 891
—	—	—	—	313 712	337 621
—	—	—	—	25 361	28 349
—	—	—	—	161 508	173 977
—	—	—	—	35 600	51 000
—	—	—	—	1 020 237	1 444 078
—	—	—	—	208 550	211 608
—	—	—	—	294 958	461 163
—	1 022 472	—	—	14 037 987	16 398 714
—	—	—	—	5 047 123	4 991 460
—	—	—	—	2 282 468	2 178 957
—	—	—	—	1 974 983	1 972 791
—	—	—	—	1 585 587	2 497 075
—	—	—	—	406 928	361 234
—	—	—	—	1 170 295	1 161 518
—	—	—	—	237 411	263 655
—	78 047	—	—	92 663	106 172
—	—	—	—	187 050	1 776 852
—	—	—	—	360 834	389 650
—	507 398	—	—	507 398	483 982
—	585 445	—	—	13 852 740	16 183 346
— \$	437 027 \$	— \$	— \$	185 247 \$	215 368 \$

État de l'évolution des soldes de fonds

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
SOLDES DE FONDS AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(356 069) \$	— \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(362 026)	110 246
Virements interfonds (note 11)	110 246	(110 246)
SOLDES DE FONDS À LA FIN DE L'EXERCICE	(607 849) \$	— \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des gains et pertes de réévaluation

Pour l'exercice clos le 31 mars 2017

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
Gains de réévaluation cumulés au début de l'exercice	929 \$	— \$
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux placements de portefeuille		
Actions	—	—
Obligations, certificats de placements garantis et fonds de marché monétaire	(75)	—
Montant reclassé aux résultats ou aux revenus de placements reportés		
Gains (pertes) réalisés sur la cession de placements de portefeuille	(43)	—
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	(118)	—
Gains de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	811 \$	— \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2017	Total 2016
— \$	(2 251 108) \$	— \$	1 412 846 \$	(1 194 331) \$	(1 409 699) \$
—	437 027	—	—	185 247	215 368
—	—	—	—	—	—
— \$	(1 814 081) \$	— \$	1 412 846 \$	(1 009 084) \$	(1 194 331) \$

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2017	Total 2016
— \$	— \$	— \$	727 864 \$	728 793 \$	994 024 \$
—	—	—	289 738	289 738	(56 627)
—	—	—	(14 671)	(14 746)	(22 293)
—	—	—	(252 269)	(252 312)	(186 311)
—	—	—	22 798	22 680	(265 231)
— \$	— \$	— \$	750 662 \$	751 473 \$	728 793 \$

État de la situation financière

Au 31 mars 2017

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
ACTIF		
Court terme		
Trésorerie	121 497 \$	— \$
Équivalents de trésorerie (note 12)	369 614	—
Placements de portefeuille (note 12)	80 839	—
Créances (note 8)	814 863	2 205
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	2 249 148	12 420
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	230 000	—
Autres subventions à recevoir	—	—
Charges payées d'avance	529 806	—
	4 395 767	14 625
Long terme		
Placements de portefeuille (note 12)	389 646	—
Immobilisations (note 13)	—	—
	4 785 413	14 625
PASSIF		
Court terme		
Découvert bancaire	220 475	—
Marges de crédit (notes 15 et 16)	973 283	—
Fournisseurs et frais courus (note 14)	1 254 680	—
Provision pour vacances	315 280	—
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	—	—
Intérêts courus	—	—
Produits reportés	519 558	14 625
Dons reportés	3 000	—
Revenus de placements reportés (note 12)	1 235 544	—
Subventions reportées du gouvernement du Québec – projets spécifiques (note 18)	386 315	—
Portion court terme de la dette à long terme (note 17)	—	—
	4 908 135	14 625
Long terme		
Avantages sociaux futurs (note 19)	484 316	—
Dette à long terme (note 17)	—	—
	5 392 451	14 625
SOLDES DE FONDS (note 10)		
Dotations	250 000	—
Non grevés d'affectations	(857 849)	—
Gains et pertes de réévaluation cumulés	811	—
	(607 038)	—
	4 785 413 \$	14 625 \$

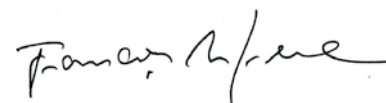
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2017	Total 2016
— \$	— \$	— \$	37 429 \$	158 926 \$	33 220 \$
—	—	—	198 715	568 329	652 089
—	—	—	37 701	118 540	425 406
—	—	—	—	817 068	723 810
—	19 227	—	—	—	—
—	—	—	—	230 000	712 500
—	—	—	—	—	31 200
—	—	—	—	529 806	518 115
—	19 227	—	273 845	2 422 669	3 096 340
—	—	—	4 170 458	4 560 104	4 324 386
—	2 093 207	—	—	2 093 207	1 831 393
—	2 112 434	—	4 444 303	9 075 980	9 252 119
—	—	—	—	220 475	205 032
—	1 085 940	—	—	2 059 223	1 669 103
—	—	—	—	1 254 680	903 101
—	—	—	—	315 280	381 012
—	—	—	2 280 795	—	—
—	7 488	—	—	7 488	9 163
—	—	—	—	534 183	307 113
—	—	—	—	3 000	—
—	—	—	—	1 235 544	1 200 724
—	—	—	—	386 315	866 264
—	942 435	—	—	942 435	883 981
—	2 035 863	—	2 280 795	6 958 623	6 425 493
—	—	—	—	484 316	688 078
—	1 890 652	—	—	1 890 652	2 604 086
—	3 926 515	—	2 280 795	9 333 591	9 717 657
—	—	—	1 412 846	1 662 846	1 662 846
—	(1 814 081)	—	—	(2 671 930)	(2 857 177)
—	—	—	750 662	751 473	728 793
—	(1 814 081)	—	2 163 508	(257 611)	(465 538)
— \$	2 112 434 \$	— \$	4 444 303 \$	9 075 980 \$	9 252 119 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Alexandre Taillefer
Président du conseil d'administration



François Dufresne
Président du comité de vérification

État des flux de trésorerie

De l'exercice clos le 31 mars 2017

	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (Insuffisance) des produits sur les charges	(362 026) \$	110 246 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Amortissement des immobilisations	—	—
Ajustement relatif au remboursement de la dette	—	—
Gains réalisés sur la cession de placements	(43)	—
	(362 069)	110 246
Variation des éléments d'actif et de passif liés aux activités de fonctionnement		
Créances	(91 053)	(2 205)
Créances interfonds	(218 842)	(9 420)
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	482 500	—
Autres subventions à recevoir	31 200	—
Charges payées d'avance	(11 691)	—
Fournisseurs et frais courus	317 170	—
Provision pour vacances	(65 732)	—
Intérêts courus	—	—
Produits reportés	215 445	11 625
Dons reportés	3 000	—
Revenus de placements reportés	34 820	—
Subventions reportées du gouvernement du Québec – Projets spécifiques	(479 949)	—
Avantages sociaux futurs	(203 762)	—
	13 106	—
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(348 963)	110 246
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouvelle dette à long terme	—	—
Augmentation (diminution) des marges de crédit	(152 820)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(152 820)	—
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations (note 20)	—	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	—	—
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisitions de placements de portefeuille	—	—
Produit de disposition de placements de portefeuille	361 673	—
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	361 673	—
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(140 110)	110 246
Virements interfonds (note 11)	110 246	(110 246)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	300 500	—
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 20)	270 636 \$	— \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de la campagne de financement	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total 2017	Total 2016
— \$	437 027 \$	— \$	— \$	185 247 \$	215 368 \$
—	507 398	—	—	507 398	483 982
—	(941 480)	—	—	(941 480)	(886 806)
—	—	—	(252 269)	(252 312)	(186 311)
—	2 945	—	(252 269)	(501 147)	(373 767)
—	—	—	—	(93 258)	74 963
—	(95 907)	—	324 169	—	—
—	—	—	—	482 500	(697 258)
—	—	—	—	31 200	(12 232)
—	—	—	—	(11 691)	10 317
—	—	—	—	317 170	(78 832)
—	—	—	—	(65 732)	15 707
—	(1 675)	—	—	(1 675)	(138)
—	—	—	—	227 070	45 023
—	—	—	—	3 000	(160 092)
—	—	—	—	34 820	(34 016)
—	—	—	—	(479 949)	741 264
—	—	—	—	(203 762)	(20 151)
—	(97 582)	—	324 169	239 693	(115 445)
—	(94 637)	—	71 900	(261 454)	(489 212)
—	286 500	—	—	286 500	1 686 800
—	542 940	—	—	390 120	(356 897)
—	829 440	—	—	676 620	1 329 903
—	(734 803)	—	—	(734 803)	(969 795)
—	(734 803)	—	—	(734 803)	(969 795)
—	—	—	(2 431 660)	(2 431 660)	(799 582)
—	—	—	2 416 127	2 777 800	1 177 502
—	—	—	(15 533)	346 140	377 920
—	—	—	56 367	26 503	248 816
—	—	—	—	—	—
—	—	—	179 777	480 277	231 461
— \$	— \$	— \$	236 144 \$	506 780 \$	480 277 \$

Notes complémentaires

Au 31 mars 2017

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée d'art contemporain de Montréal (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la *Loi sur les musées nationaux* (RLRQ, chapitre M-44), a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois contemporain et d'assurer une présence de l'art contemporain international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la *Loi sur les impôts* du Québec (RLRQ, chapitre I-3) et de l'alinéa 149(1)f) de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*. Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le Fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le Fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée telles que la vente des catalogues, la production et la vente de produits dérivés ainsi que les locations d'espaces. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement en septembre 1994, le solde de ce Fonds ne peut excéder 275 000 \$. L'utilisation du solde du Fonds doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le Fonds des expositions a été créé afin de favoriser le développement des activités reliées aux expositions dans le but de faciliter leur financement. Les sommes proviennent de bénéfices générés ou réalisés grâce au Fonds des opérations. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce Fonds ne peut pas excéder 1 000 000 \$. Les sommes seront utilisées pour le financement d'expositions dont les coûts dépassent les limites de la subvention de fonctionnement et exceptionnellement d'activités connexes à ces expositions.

Le Fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. Le solde du Fonds des immobilisations est réservé à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le Fonds de la campagne de financement recueille des dons devant servir à l'accroissement des activités éducatives du Musée et à l'acquisition d'œuvres d'art ou d'immobilisations.

Le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le capital doit être maintenu et seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce Fonds peuvent être utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art pour la Collection du Musée.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Base de présentation

Les états financiers du Musée sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public contenues dans le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Le Musée a choisi d'appliquer les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270 du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction du Musée doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et les avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Instruments financiers

Le Musée comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état de la situation financière lorsque, et seulement lorsque, il devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances (excluant les taxes à recevoir) et les subventions à recevoir (excluant les subventions qui ne font pas l'objet d'un accord contractuel) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les découverts bancaires, les marges de crédit, les fournisseurs et frais courus (excluant les charges sociales à payer), la provision pour vacances, les intérêts courus et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les placements de portefeuille, composés d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les obligations, les certificats de placements garantis et les fonds de marché monétaire sont désignés comme étant classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur.

Les gains et pertes non réalisés découlant des changements de juste valeur des placements de portefeuille sont comptabilisés dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Lorsqu'échus, les gains et pertes cumulatifs sont reclassés de l'état des gains et pertes de réévaluation à l'état des résultats à l'exception des gains et pertes de réévaluation relatifs à des dotations, qui sont d'abord reclassés comme revenus de placement reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits de ce même fonds dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les intérêts et dividendes attribués aux placements de portefeuille sont constatés à l'état des résultats à l'exception des intérêts et dividendes relatifs à des dotations, qui sont d'abord reclassés comme revenus de placement reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits de ce même fonds dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les coûts de transactions représentent un élément du coût des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement. Les coûts de transactions sont passés en charge pour les instruments financiers évalués à la juste valeur.

i. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Musée est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes (découverts) bancaires ainsi que les placements qui ont un risque non significatif de changement de valeur et dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

ii. Créances

Les créances sont comptabilisées au coût moins toute provision sur créances. Les provisions sur créances sont prises pour refléter les créances au plus faible du coût amorti ou valeur nette recouvrable, lorsque la recouvrabilité et le risque de perte sont présents. Tout changement sur la dépréciation est comptabilisé dans l'état des résultats. Les intérêts sur les créances sont courus s'ils sont recouvrables.

Hierarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers sont regroupés selon la hiérarchie des évaluations à la juste valeur. Cette hiérarchie classe les instruments financiers en trois niveaux selon l'importance des données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur de ceux-ci. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix);
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument financier repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le niveau de hiérarchie au sein duquel les instruments financiers ont été classés est déterminé d'après les données d'entrée importantes prises en compte dans l'évaluation de la juste valeur et ayant le plus bas niveau.

Constatation des apports et dotations

Les apports présentés dans le Fonds des opérations comprennent les subventions ainsi que les commandes et autres contributions obtenues principalement pour la réalisation d'expositions et l'achat d'œuvres d'art. Les apports présentés dans le fonds des immobilisations comprennent les subventions ou contributions relatives aux immobilisations et à leur maintien.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et comptabilisés à titre de produits au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou lorsqu'ils sont à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Les subventions du gouvernement du Québec relatives aux immobilisations sont comptabilisées à titre de produit dans l'exercice où elles sont autorisées et exigibles.

Les dotations reçues pour l'acquisition d'œuvres d'art sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, alors que les revenus de placements de ce Fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits lorsqu'ils sont utilisés pour l'acquisition d'œuvres d'art.

Les autres dotations sont comptabilisées comme augmentation directe du solde de fonds du Fonds des opérations, alors que les revenus de placements relatifs à ces apports sont constatés comme revenus de placements reportés dans le Fonds des opérations et constatés comme produits du Fonds des opérations dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Constatation des produits

Les produits de billetterie, de redevances, de location d'espaces et d'expositions ainsi que d'activités éducatives et culturelles sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits de ventes de catalogues et de produits dérivés sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Œuvres d'art

Les acquisitions d'œuvres d'art sont imputées aux charges du Fonds des opérations. La valeur des œuvres d'art acquises par donation est déterminée par expertise et, lorsqu'elle est supérieure à 5 000 \$, elle est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels du gouvernement du Canada. Les œuvres d'art acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du Fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies.

Apports reçus sous forme de fournitures et de services

Le Musée reçoit gratuitement des apports sous forme de services de publicité et de transport d'œuvres. Ces apports et les charges correspondantes sont constatés à titre de produit de l'exercice et évalués à leur juste valeur lorsque cette dernière peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas considérés dans les produits et charges du Musée.

Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Aménagement des réserves d'œuvres d'art	10 ans
Système informatique	3 ans
Collection numérique	10 ans
Documents numériques	3 à 5 ans
Aménagement du Musée	10 ans
Équipement du Musée	5 ans
Équipement audiovisuel	3 ans
Équipement de la boutique	5 ans
Équipement du restaurant	5 ans
Jardin de sculptures	10 ans

Les améliorations des immobilisations existantes qui prolongent de façon importante la durée de vie utile ou améliore l'utilité des actifs sont capitalisées alors que les coûts d'entretien et de réparation sont portés aux résultats lorsqu'ils sont engagés.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Musée de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est permise.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interemployeurs, étant donné que la direction du Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Les produits et les charges sont pour leur part convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change réalisés sont inclus dans les résultats de l'exercice.

4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	2017	2016
Conseil des arts du Canada	300 000 \$	356 000 \$
Ministère du Patrimoine canadien	141 432	170 389
	441 432 \$	526 389 \$

5. FONDATION DU MUSÉE

La Fondation du Musée d'art contemporain de Montréal (Fondation) est désignée *fondation publique* en vertu du paragraphe 149.1(6.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*. Elle est constituée depuis 1983 en organisme à but non lucratif et est dirigée par un conseil d'administration autonome, composé de huit (8) membres, dont l'un siège également au conseil d'administration du Musée. Cette fondation a comme principale mission d'appuyer le Musée dans ses divers pôles d'activités en contribuant notamment à l'enrichissement de sa collection, la production d'expositions, la promotion et les programmes éducatifs. Elle a la tâche de gérer la boutique du Musée, de planifier les tâches à être effectuées par les bénévoles ainsi que de promouvoir des activités permettant de recueillir des fonds.

Pour aider la Fondation à remplir son mandat, le Musée lui fournit un espace de bureau ainsi que tous les services servant à son bon fonctionnement (ameublement, téléphones, photocopies, ordinateurs et imprimantes, fournitures de bureau et frais de poste). Le Musée met aussi à la disposition de la Fondation les locaux nécessaires à la tenue des événements spéciaux qu'elle organise.

Au cours de l'exercice, le Musée a conclu diverses transactions dans le cours normal des activités avec la Fondation. Les commandites et autres dons incluent un montant de 666 532 \$ (2016 : 519 248 \$) provenant de la Fondation. La Fondation a chargé au Musée des honoraires de gestion pour un montant de 20 000 \$ (2016 : 49 224 \$). Le poste « Locations d'espaces » inclut un montant de 37 643 \$ (2016 : 37 386 \$) pour le loyer de la boutique exploitée par la Fondation. Le poste « Ventes » inclut un montant de 12 658 \$ (2016 : 21 025 \$) pour la vente de biens à la boutique. Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange.

Il est prévu qu'advenant la dissolution ou la cessation des activités de la Fondation, ses avoirs nets seront remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 5 155 393 \$ au 31 mars 2017 (31 mars 2016 : 4 487 559 \$). À la fin de l'exercice, le solde net dû par la Fondation au Musée était de 613 288 \$ (2016 : 517 549 \$) dont un montant de 614 081 \$ (2016 : 519 287 \$) inclus au poste « Créances » et un montant de 793 \$ (2016 : 1 738 \$) inclus au poste « Fournisseurs et frais courus ».

6. COMMANDITES ET AUTRES DONNS

	2017	2016
Dons en argent	686 532 \$	548 678 \$
Commandites monétaires	231 674	269 683
Dons et commandites reçus sous forme de biens et services	533 548	1 132 438
Dons constatés campagne « Une affaire d'art »	—	160 092
	1 451 754 \$	2 110 891 \$

Le Musée reçoit des dons et des commandites sous forme de services de publicité et transport d'œuvres gratuits. Des charges correspondant à la somme de ces dons et commandites sont comptabilisées au poste « Services de transport et communications » de l'état des résultats pour un montant de 533 548 \$ (2016 : 1 132 438 \$).

7. PRODUITS DE PLACEMENTS

	2017	2016
Produits d'intérêts	19 411 \$	26 771 \$
Produits d'intérêts tirés de l'utilisation des montants reportés à l'acquisition d'œuvres d'art	294 301	310 850
	313 712 \$	337 621 \$

Le montant total de produits de placements tirés des ressources détenues à titre de dotations dans le Fonds des opérations et dans le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art est comptabilisé de la façon suivante dans les états financiers :

	2017	2016
État des gains et pertes de réévaluation	22 798 \$	(265 629)\$
Revenus reportés affectés à l'acquisition d'œuvres d'art	324 169	270 130
Revenus reportés affectés à la présentation d'un colloque annuel	4 952	6 704
	351 919 \$	11 205 \$

8. CRÉANCES

	2017	2016
Comptes clients	105 902 \$	113 216 \$
Taxes de vente à recevoir	86 471	79 142
Fondation du Musée	614 081	519 287
Autres	10 614	12 165
	817 068 \$	723 810 \$

Au 31 mars 2017, le Musée a comptabilisé une provision pour dépréciation de 67 724 \$ (2016 : 4 947 \$). Les comptes clients comprennent une provision pour dépréciation du même montant.

9. COLLECTIONS

La collection d'œuvres d'art du Musée comprend 7 964 œuvres dont 1 326 constituent la Collection Lavalin acquise par le Musée en 1992 grâce à une subvention spéciale de 5 400 000 \$ du gouvernement du Québec. Globalement, la collection du Musée est constituée de peintures, de sculptures, d'estampes, de photographies, d'installations, de films et vidéos, pour la plupart produits après 1939, date charnière retenue par le Musée pour définir son champ d'intervention. Le Musée développe sa collection conformément au mandat que lui trace sa loi constitutive, c'est-à-dire en s'assurant de la représentation de la production contemporaine québécoise mise en relation avec la production canadienne et internationale.

En outre, le Musée conserve des Fonds d'archives qui documentent les œuvres qu'il détient dans sa collection. Elles comprennent principalement le Fonds Paul-Émile Borduas, le Fonds Louis Comtois, le Fonds Jean-Paul Mousseau, le Fonds Yves Trudeau et le Fonds Le Gobelet.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2017, le Musée a acquis 28 œuvres et archives (2016 : 82) : 13 étant des achats (2016 : 6) pour un montant de 360 834 \$ (2016 : 389 650 \$) et 15 provenant de dons (2016 : 76) pour un montant de 187 050 \$ (2016 : 1 776 852 \$).

10. SOLDES DE FONDS

Dotations

Le solde du Fonds des opérations comprend un montant de 250 000 \$ grevé d'une affectation d'origine externe en vertu de laquelle les ressources doivent être conservées en permanence. Les revenus de placements afférents à ce montant sont affectés à la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe.

Fonds des opérations

Le Musée a contracté des emprunts relativement aux dépenses engagées pour la restauration d'œuvres d'art à la suite du sinistre survenu en mai 2012 et la réalisation du projet intitulé Tableau(x) d'une exposition. Ces emprunts seront remboursés à l'aide de subventions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces subventions seront comptabilisées au moment où elles seront autorisées et exigibles par le gouvernement et où le Musée satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque la comptabilisation de ces revenus n'est pas synchronisée avec celle des charges liées à la restauration d'œuvres d'art et le projet intitulé Tableau(x) d'une exposition, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et des charges correspondantes. Au 31 mars 2017, cette situation a un impact de 235 345 \$ (2016 : 181 453 \$) sur les résultats de l'exercice et de 838 487 \$ (2016 : 603 142 \$) sur le solde de fonds du Musée. Si le gouvernement du Québec autorise des subventions futures relativement à ces emprunts, l'écart créé sur le solde de fonds se résorbera au fur et à mesure de ces autorisations.

Fonds des immobilisations

Le Musée a contracté des dettes à long terme à la suite d'acquisitions d'immobilisations. Ces dettes seront remboursées, en partie ou en totalité, à l'aide de subventions annuelles du gouvernement au cours des exercices futurs. Ces subventions seront comptabilisées au moment où elles seront autorisées et exigibles par le gouvernement et où le Musée satisfera aux conditions d'admissibilité.

Puisque la comptabilisation de ces revenus n'est pas synchronisée avec celle de la charge d'amortissement, il s'ensuit un décalage entre la comptabilisation des revenus de subventions du gouvernement du Québec et des charges correspondantes. Au 31 mars 2017, cette situation a un impact de (437 027 \$) (2016 : (399 748 \$)) sur les résultats de l'exercice et de (1 814 081 \$) (2016 : (2 251 108 \$)) sur le solde de fonds du Musée. Si le gouvernement du Québec autorise des subventions futures relativement à ces emprunts, l'écart créé sur le solde de fonds se résorbera au fur et à mesure de ces autorisations.

11. VIREMENTS INTERFONDS

Un montant de 110 246 \$ (2016 : 119 937 \$) a été transféré au Fonds des opérations du Fonds des activités commerciales. Aucun montant n'a été transféré au Fonds des opérations du Fonds de la campagne de financement (2016 : 160 092 \$). Ces sommes ont été transférées afin de financer les activités du Musée.

12. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

			2017	2016
	Fonds des opérations	Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art	Total	Total
Équivalents de trésorerie				
Comptes d'épargne placement	369 614 \$	— \$	369 614 \$	493 418 \$
Fonds de marché monétaire, coût de 166 575 \$ (2016 : 130 976 \$)	—	198 715	198 715	158 671
	369 614	198 715	568 329	652 089
Placements de portefeuille à court terme				
Obligations et certificats de placements garantis, échéance inférieure à un an, intérêts de 2,05 % à 5,69 % (2016 : 2,20 % à 3,26 %), coût de 119 737 \$ (2016 : 425 419 \$)	80 839	37 701	118 540	425 406
Placements de portefeuille à long terme				
Obligations et certificats de placements garantis échéant entre :				
1 et 5 ans, intérêts de 1,15 % à 5,19 % (2016 : 1,20 % à 6,02 %), coût de 1 098 530 \$ (2016 : 893 601 \$)	389 646	711 952	1 101 598	900 865
6 et 10 ans, intérêts de 1,50 % à 4,40 % (2016 : 2,12 % à 4,95 %), coût de 576 363 \$ (2016 : 413 797 \$)	—	573 632	573 632	429 270
11 ans et plus, intérêts de 1,25 % à 5,75 % (2016 : 1,25 % à 7,35 %), coût de 318 595 \$ (2016 : 608 122 \$)	—	321 303	321 303	638 272
	389 646	1 606 887	1 996 533	1 968 407
Actions, coût de 1 846 087 \$ (2016 : 1 707 755 \$)	—	2 563 571	2 563 571	2 355 979
	389 646 \$	4 170 458 \$	4 560 104 \$	4 324 386 \$

Au 31 mars 2017, les placements à long terme dans les titres négociables incluent 812 275 \$US (1 081 138 \$ CAN) (2016 : 1 297 149 \$US (1 684 608 \$ CAN)) de placements libellés en dollars américains convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus de placements nets cumulés en date du 31 mars 2017, utilisables aux fins d'acquisitions en vertu du règlement du Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art, s'élèvent à 1 223 888 \$ (2016 : 1 194 020 \$) et sont inscrits comme revenus de placement reportés au Fonds des opérations. Les revenus de placement nets cumulés en date du 31 mars 2017, utilisables aux fins de la présentation d'un colloque annuel en vertu d'une affectation d'origine externe, s'élèvent à 11 656 \$ (2016 : 6 704 \$) et cette somme était inscrite comme revenus de placements reportés au Fonds des opérations.

Les actions, les certificats de placements garantis et les fonds de marché monétaire sont classés selon le niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur et les obligations sont classées de niveau 2. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux.

13. FONDS DES IMMOBILISATIONS

			2017	2016
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable nette
Aménagement des réserves d'œuvres d'art	633 404 \$	633 404 \$	— \$	— \$
Système informatique	1 211 688	1 043 167	168 521	236 836
Collection numérique (a)	1 116 531	—	1 116 531	737 462
Documents numériques	462 443	147 972	314 471	194 833
Aménagement du Musée	4 046 256	3 871 486	174 770	172 780
Équipement du Musée	1 255 377	1 026 069	229 308	323 670
Équipement audiovisuel	844 070	765 112	78 958	130 574
Équipement de la boutique	37 200	37 200	—	—
Équipement du restaurant	396 566	385 918	10 648	35 238
Jardin de sculptures	483 281	483 281	—	—
	10 486 816 \$	8 393 609 \$	2 093 207 \$	1 831 393 \$

(a) Un système informatique relatif au projet de la collection numérique totalisant 1 116 531 \$ (2016 : 737 462 \$) est en cours de réalisation et n'est pas amorti; il le sera à compter de sa date de mise en service.

14. FOURNISSEURS ET FRAIS COURUS

	2017	2016
Salaires à payer	168 525 \$	99 500 \$
Charges sociales à payer	402 001	345 344
Comptes fournisseurs	325 460	314 415
Frais courus	358 694	143 842
	1 254 680 \$	903 101 \$

15. FONDS DES IMMOBILISATIONS – MARGE DE CRÉDIT

La marge de crédit, remboursable à demande auprès d'une institution financière, porte intérêt au taux de 1,20 % (2016 : 1,18 %).

Le Musée est autorisé, par décret du gouvernement du Québec, à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 octobre 2017 (2016 : 31 octobre 2016), lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, et ce, pour combler des besoins n'excédant pas 2 623 576 \$ (2016 : 3 557 724 \$). Le montant utilisé au 31 mars 2017 par le fonds des immobilisations est de 1 085 940 \$ (2016 : 543 000 \$).

16. FONDS DES OPÉRATIONS – MARGES DE CRÉDIT

Le Musée dispose d'une marge de crédit d'exploitation autorisée d'un montant de 1 000 000 \$ renouvelable le 31 août 2017 (2016 : 31 août 2016). Cette marge de crédit, remboursable à demande, porte intérêt au taux de base canadien de la Banque Nationale, soit 2,70 % (2016 : 2,70 %). Le montant utilisé au 31 mars 2017 est de 154 000 \$ (2016 : 517 000 \$).

Le Musée est autorisé, par décret du gouvernement du Québec, à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 octobre 2017, lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, et ce, pour combler les dépenses de restauration d'œuvres d'art reliées à l'inondation survenue en mai 2012, pour un montant n'excédant pas 909 000 \$. La marge de crédit, remboursable à demande auprès d'une institution financière, porte intérêt au taux de 1,20 % (2016 : 1,18 %). Le montant utilisé au 31 mars 2017 est de 699 427 \$ (2016 : 609 103 \$).

Le Musée est autorisé, par décret du gouvernement du Québec, à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 octobre 2017, lui permettant d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier, et ce, pour la réalisation du projet intitulé Tableau(x) d'une exposition, pour un montant n'excédant pas 505 000 \$. La marge de crédit, remboursable à demande auprès d'une institution financière, porte intérêt au taux de 1,20 % (2016 : 1,18 %). Le montant utilisé au 31 mars 2017 est de 119 856 \$ (2016 : nul).

17. DETTE À LONG TERME

	2017	2016
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec		
4,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 23 837 \$, échéant le 16 juillet 2020	95 350 \$	119 187 \$
4,379 %, remboursable par versements annuels en capital de 11 261 \$, échéant le 10 mai 2017	11 261	22 521
4,087 %, remboursable par versements annuels en capital de 12 306 \$, échéant le 3 décembre 2018	24 612	36 918
4,087 %, remboursable par versements annuels de capital de 22 296 \$, échéant le 3 décembre 2018	44 592	66 888
2,189 %, remboursable par versements annuels de capital de 19 916 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	19 916	39 832
1,824 %, remboursable par versements annuels de capital de 90 909 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	90 753	181 353
2,336 %, remboursable par versements annuels de capital de 12 546 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2017	12 525	25 027
2,057 %, remboursable par versements annuels de capital de 312 722 \$, échéant le 21 août 2019	934 867	1 245 431
3,271 %, remboursable par versements annuels de capital de 44 974 \$, échéant le 1 ^{er} septembre 2024	357 710	402 192
1,436 %, remboursable par versements annuels de capital de 338 817 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2020	1 012 500	1 348 718
1,552 %, remboursable par versements annuels de capital de 57 547 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2021	229 001	—
	2 833 087	3 488 067
Moins : portion court terme	942 435	883 981
	1 890 652 \$	2 604 086 \$

Les versements sur ces emprunts sont acquittés annuellement à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin, laquelle n'est pas constatée aux états financiers du Musée. Les montants des versements à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

2018	947 132 \$
2019	812 500 \$
2020	777 898 \$
2021	126 359 \$
2022	44 974 \$
2023 et suivants	134 922 \$

18. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – PROJETS SPÉCIFIQUES

Les subventions reportées présentées dans le Fonds des opérations comprennent la fraction non amortie des apports reçus à l'égard de projets d'expositions spécifiques.

	2017	2016
Solde au début	866 264 \$	125 000 \$
Subventions pour projets spécifiques	—	837 500
Charge de l'exercice, projets spécifiques	(479 949)	(96 236)
Solde à la fin	386 315 \$	866 264 \$

19. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (« RREGOP ») ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (« RRPE »). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi le Musée verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations du Musée, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 205 172 \$ (2016 : 208 263 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie

	2017	2016
Solde au début	688 078 \$	708 229 \$
Charge de l'exercice	105 147	111 866
Prestations versées au cours de l'exercice	(308 909)	(132 017)
Solde à la fin	484 316 \$	688 078 \$

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes:

	2017		2016	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux d'indexation	1,30 %	1,75 %	1,30 %	1,80 %
Taux d'actualisation	1,94 % à 2,01 %	2,01 %	1,68 %	1,68 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	11,6 ans à 14,3 ans	2,6 ans	12,2 ans	3,2 ans

Ce programme a été modifié en fonction de l'entente de principe intervenue au niveau des conditions salariales des employés du Musée. À compter du 1^{er} avril 2017, ces employés pourront accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toute journée excédentaire sera payable à la fin de l'année civile. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires seront appliquées au cours des prochains exercices.

20. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :

	2017	2016
Trésorerie	158 926 \$	33 220 \$
Équivalents de trésorerie	568 329	652 089
Découvert bancaire	(220 475)	(205 032)
	506 780 \$	480 277 \$

Les opérations non monétaires des activités de fonctionnement, d'investissement en immobilisations, de placement et de financement se détaillent comme suit :

	2017	2016
Acquisition d'immobilisations en contrepartie de créances interfonds, fournisseurs et frais courus	43 034 \$	8 625 \$

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 74 646 \$ (2016 : 106 310 \$)

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 72 090 \$ (2016 : 83 282 \$)

21. INSTRUMENTS FINANCIERS**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risques financiers

Les principaux risques financiers auxquels le Musée est exposé ainsi que les politiques en matière de gestion des risques financiers sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Le Musée est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que les parties manquent à leurs obligations financières, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers qui exposent le Musée à une concentration du risque de crédit sont composés de la trésorerie, équivalents de la trésorerie, des créances et des placements de portefeuille.

L'exposition maximale du Musée au risque de crédit est la suivante :

	2017	2016
Trésorerie	158 926 \$	33 220 \$
Équivalents de trésorerie	568 329	652 089
Créances (à l'exception des taxes de vente à recevoir)	730 597	644 668
Autres subventions à recevoir	—	31 200
Placements de portefeuille (à l'exception des placements en actions)	2 115 073	2 393 813
	3 572 925 \$	3 754 990 \$

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que les excédents de trésorerie sont investis dans des placements très liquides.

21. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La politique du Musée est d'investir les excédents de trésorerie auprès d'institutions financières réputées dans les types de placements et le Musée détermine des limites par types de placements afin que son portefeuille soit largement diversifié de façon à réduire le risque global.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est réduit en raison d'une clientèle diversifiée dont les activités d'exploitation sont menées dans divers secteurs d'activités. Ce risque est géré en constituant une provision sur ces créances. Le Musée est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement. Le Musée doit faire des estimations en ce qui a trait à la provision pour créances douteuses. Le type de clients, l'historique de paiement, les raisons pour lesquelles les comptes sont en souffrance et le secteur d'activité qui a donné lieu à la créance sont tous des éléments considérés dans la détermination du moment auquel les comptes en souffrance doivent faire l'objet d'une provision ; les mêmes facteurs sont pris en considération lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a lieu de radier les montants portés au compte de provision en diminution des créances. Les montants recouverts ultérieurement sur les comptes qui avaient été radiés sont crédités à la charge provision pour créances douteuses dans la période d'encaissement.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances, déduction faite de la provision pour créances douteuses et des taxes de vente à recevoir :

	2017	2016
Créances déduction faite de la provision pour créances douteuses :		
Moins de 30 jours suivant la date de facturation	687 718 \$	561 168 \$
De 30 à 60 jours suivant la date de facturation	6 527	25 607
De 61 à 90 jours suivant la date de facturation	1 725	43 004
Plus de 90 jours suivant la date de facturation	34 627	14 889
	730 597 \$	644 668 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Musée est le risque qu'il éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. Le Musée est donc exposé au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que le Musée dispose de sources de financement de montant autorisé suffisant. Le Musée établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Au 31 mars 2017, les échéances contractuelles des passifs financiers (y compris le versement des intérêts, le cas échéant) du Musée se détaillent comme suit :

	2017			
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire	220 475 \$	— \$	— \$	— \$
Marges de crédit	2 059 223	—	—	—
Fournisseurs et frais courus				
(excluant les charges sociales à payer)	852 679	—	—	—
Provision pour vacances	315 280	—	—	—
Dette à long terme	422 869	578 807	1 829 989	141 453
	3 870 526 \$	578 807 \$	1 829 989 \$	141 453 \$
	2016			
	Moins de 6 mois	6 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Découvert bancaire	205 032 \$	— \$	— \$	— \$
Marges de crédit	1 669 103	—	—	—
Fournisseurs et frais courus				
(excluant les charges sociales à payer)	557 757	—	—	—
Provision pour vacances	381 012	—	—	—
Dette à long terme	430 084	528 711	2 542 449	191 548
	3 242 988 \$	528 711 \$	2 542 449 \$	191 548 \$

21. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)*Risque de marché*

Les instruments financiers de l'organisme l'exposent au risque de marché, plus particulièrement au risque de taux d'intérêt, au risque de change et à l'autre risque de prix :

- **Risque de taux d'intérêt :**

Le Musée est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixe et variable.

Les placements en obligations portent intérêt à taux fixe et exposent donc le Musée au risque de variations de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les marges de crédit portent intérêt à taux fixe et à taux variable et exposent donc le Musée à un risque de juste valeur et de flux de trésorerie, respectivement, découlant des variations des taux d'intérêt.

La dette à long terme est émise à des taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie, étant donné que le Musée prévoit le remboursement selon l'échéancier prévu.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

- **Risque de change :**

Le Musée réalise la plupart de ses transactions en dollars canadiens. Le risque de change découle des placements de portefeuille libellés en dollars américains détenus dans le Fonds de dotation des acquisitions d'œuvres d'art. Au 31 mars 2017, le Musée est exposé au risque de change en raison de l'encaisse libellée en dollars américains totalisant 12 271 \$US (2016 : 14 328 \$US), des équivalents de trésorerie libellés en dollars américains totalisant 149 240 \$US (2016 : 122 118 \$US) ainsi que des titres de portefeuille libellés en dollars américains totalisant 812 275 \$US (2016 : 1 297 149 \$US).

Eu égard à l'exposition nette du Musée au risque de change au 31 mars 2017, et à supposer que toutes les autres variables demeurent constantes, une variation de 1 % du dollar canadien par rapport au dollar américain n'aurait pas un impact significatif.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de change.

- **Autre risque de prix :**

Le Musée est exposé à l'autre risque de prix en raison des titres de portefeuille, étant donné que des variations des prix du marché auraient pour effet d'entraîner des variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de ces instruments.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition à l'autre risque de prix.

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Le Musée a une politique de placements selon laquelle les fonds sont investis dans des placements dont le niveau de risque est globalement considéré comme étant faible.

22. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont évaluées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Le ministère de la Culture et des Communications fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers. Le Musée ne peut estimer la juste valeur de ces services au prix d'un effort raisonnable.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers :

			2017	2016
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Total	Total
Produits				
Commandites et autres dons	— \$	75 000 \$	75 000 \$	100 000 \$
Autres	—	40 359	40 359	113 621
Charges				
Services professionnels, administratifs et autres	25 000	84 583	109 583	116 777
Locations	—	990 236	990 236	910 954
Entretien et réparations	—	3 792	3 792	18 766
Intérêts et frais d'emprunt	—	73 555	73 555	79 807
Fonds des services de santé (FSS)	— \$	201 501 \$	201 501 \$	181 974 \$

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

			2017	2016
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Total	Total
Actif				
Créances	— \$	5 547 \$	5 547 \$	22 622 \$
Passif				
Fournisseurs et frais courus	60 000	55 050	115 050	69 627
Intérêts courus	— \$	7 488 \$	7 488 \$	9 163 \$

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice 2016 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2017.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Musée de la civilisation (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

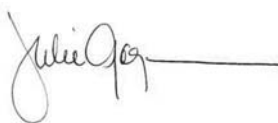
Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



STÉPHAN LA ROCHE
DIRECTEUR GÉNÉRAL



JULIE GAGNON
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ET DIRECTRICE DE L'ADMINISTRATION

QUÉBEC, LE 19 JUIN 2017

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée de la civilisation, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux

circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

Fondement de l'opinion avec réserve

Le Musée de la civilisation n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2017 et 2016, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations et d'autres charges financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public s'appliquant aux organismes sans but lucratif du secteur public, qui prévoient la comptabilisation des subventions à recevoir lorsque le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que la réception finale du montant est raisonnablement assurée. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée de la civilisation et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers du Musée de la civilisation respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	Augmentation (Diminution) estimée En dollars			
	Fonds d'exploitation	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
2017				
État de la situation financière				
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (court terme)	523 276	3 980 072	1 607 332	6 110 680
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (long terme)	3 070 433	36 580 965	6 463 828	46 115 226
Apports reportés	3 575 855	21 772 457	6 536 335	31 884 647
Actifs nets	17 854	18 788 580	1 534 825	20 341 259
État des résultats				
Subventions du gouvernement du Québec	(12 707)	855 182	(380 630)	461 845
Insuffisance des produits sur les charges	12 707	(855 182)	380 630	(461 845)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

SUITE

Augmentation (Diminution) estimée
En dollars

2016

	Fonds d'exploitation	Fonds de maintien des actifs	Fonds des projets spéciaux	Total
État de la situation financière				
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (court terme)	524 924	3 809 452	1 536 490	5 870 866
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (long terme)	3 582 172	35 580 054	7 607 602	46 769 828
Apports reportés	4 076 535	21 456 108	7 228 637	32 761 280
Actifs nets	30 561	17 933 398	1 915 455	19 879 414
État des résultats				
Subventions du gouvernement du Québec	(12 707)	584 745	(360 496)	211 542
Excédent des produits sur les charges	(12 707)	584 745	(360 496)	211 542

Opinion avec réserve

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée de la civilisation au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Musée de la civilisation au 31 mars 2017 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 3 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE DU QUÉBEC,

GUYLAINE LECLERC, FCPA auditrice, FCA

QUÉBEC, LE 19 JUIN 2017

ÉTAT DES RÉSULTATS

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017				2016	
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$	Total \$
PRODUITS						
Subventions du gouvernement du Québec						
Fonctionnement	16 972 000	—	—	—	16 972 000	18 798 800
Autres (note 5)	1 551 829	—	4 746 282	1 571 700	7 869 811	8 308 272
Autres subventions pour projets spécifiques	76 205	—	—	—	76 205	122 910
Commandites financières (note 6)	468 972	—	—	—	468 972	482 894
Contributions - Fondation du Musée de la civilisation (note 18)	979 451	—	—	—	979 451	25 000
Billetterie	1 754 857	—	—	—	1 754 857	1 776 317
Abonnements	103 529	—	—	—	103 529	92 286
Boutiques	476 996	—	—	—	476 996	533 240
Location d'expositions	129 106	—	—	—	129 106	50 000
Concessions et autres locations	751 747	—	—	—	751 747	712 121
Ventes de produits et services	346 229	—	—	—	346 229	243 709
Intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	27 906	—	—	—	27 906	30 266
Indemnisation d'assurance (note 4)	207 441	—	—	—	207 441	2 345 211
Autres	80 158	—	—	—	80 158	214 207
	23 926 426	—	4 746 282	1 571 700	30 244 408	33 735 233
Commandites en échange de biens et services reçus	497 011	—	—	—	497 011	346 433
	24 423 437	—	4 746 282	1 571 700	30 741 419	34 081 666
CHARGES						
Traitements et avantages sociaux	12 241 744	—	781 503	70 171	13 093 418	14 241 060
Services professionnels	3 212 016	—	137 855	126 333	3 476 204	3 963 046
Locations	408 144	—	52 703	60	460 907	411 314
Transport et communications	936 785	—	1 647	5 347	943 779	1 213 819
Fournitures, approvisionnements et énergie	2 111 573	—	53 280	3 392	2 168 245	2 249 892
Entretien et réparations	1 207 447	—	8 476	—	1 215 923	1 345 765
Charges administratives	224 106	—	445 146	15 466	684 718	665 343
Taxes municipales et scolaires	3 168 451	—	—	—	3 168 451	2 382 235
Acquisitions de collections	16 500	—	—	210	16 710	47 583
	23 526 766	—	1 480 610	220 979	25 228 355	26 520 057
Intérêts sur la dette à long terme	147 217	—	705 366	247 279	1 099 862	1 173 060
Amortissement des immobilisations corporelles	1 366 144	—	2 973 457	629 448	4 969 049	4 923 470
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	98 540	—	—	—	98 540	196 292
	1 611 901	—	3 678 823	876 727	6 167 451	6 292 822
Échange de biens et services reçus						
Services professionnels	434 611	—	—	—	434 611	284 033
Transport et communications	46 400	—	—	—	46 400	46 400
Fournitures et approvisionnements	16 000	—	—	—	16 000	16 000
	497 011	—	—	—	497 011	346 433
	25 635 678	—	5 159 433	1 097 706	31 892 817	33 159 312
(INSUFFISANCE) EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(1 212 241)	—	(413 151)	473 994	(1 151 398)	922 354

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017				2016
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	1 234 892	675 000	(17 933 397)	(2 060 653)	(18 084 158)
(Insuffisance) Excédent des produits sur les charges	(1 212 241)	—	(413 151)	473 994	(1 151 398)
	22 651	675 000	(18 346 548)	(1 586 659)	(19 235 556)
Virements interfonds (note 7)	—	—	67 943	(67 943)	—
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	22 651	675 000	(18 278 605)	(1 654 602)	(19 235 556)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 MARS 2017

	2017				2016	
	Fonds d'exploitation \$	Fonds des réserves \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$	Total \$
ACTIF						
À COURT TERME						
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9)	38 501	—	384 426	174 818	597 745	116 838
Créances (note 10)	1 096 154	—	115 175	13 681	1 225 010	1 284 622
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (note 11)	131 000	—	226 541	—	357 541	2 070 530
Stocks - boutiques	107 688	—	—	—	107 688	136 138
Charges payées d'avance	747 490	—	21 266	68	768 824	656 910
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	105 201	675 000	89 260	931 713	—	—
	2 226 034	675 000	836 668	1 120 280	3 056 808	4 265 038
Immobilisations corporelles (note 12)	21 262 434	—	22 304 839	8 297 853	51 865 126	52 807 677
	23 488 468	675 000	23 141 507	9 418 133	54 921 934	57 072 715
PASSIF						
À COURT TERME						
Découvert bancaire (note 9)	—	—	—	—	—	221 250
Emprunts bancaires (note 13)	—	—	17 899 093	100 000	17 999 093	15 081 733
Charges à payer et frais courus (note 14)	2 177 517	—	968 817	56 601	3 202 935	3 051 025
Intérêts courus	11 537	—	97 561	26 627	135 725	172 083
Provision pour vacances (note 15)	1 186 178	—	—	—	1 186 178	1 271 626
Apports reportés (note 16)	253 433	—	—	1 057 148	1 310 581	1 031 290
Revenus reportés	205 906	—	—	—	205 906	389 316
Versements sur la dette à long terme (note 17)	511 739	—	3 882 512	1 580 705	5 974 956	5 703 700
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	1 498 326	—	218 396	84 452	—	—
	5 844 636	—	23 066 379	2 905 533	30 015 374	26 922 023
Provision pour congés de maladie (note 15)	2 642 898	—	—	—	2 642 898	2 638 143
Apports reportés (note 16)	11 931 132	—	664 382	1 860 667	14 456 181	14 333 924
Dette à long terme (note 17)	3 047 151	—	17 689 351	6 306 535	27 043 037	31 262 783
	23 465 817	—	41 420 112	11 072 735	74 157 490	75 156 873
ACTIF NET						
Investi en immobilisations	5 810 330	—	(18 278 605)	(1 654 602)	(14 122 877)	(13 877 650)
Affectations d'origine interne (note 8)	—	675 000	—	—	675 000	675 000
Non grevé d'affectations	(5 787 679)	—	—	—	(5 787 679)	(4 881 508)
	22 651	675 000	(18 278 605)	(1 654 602)	(19 235 556)	(18 084 158)
	23 488 468	675 000	23 141 507	9 418 133	54 921 934	57 072 715

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 22)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



MARGARET F. DELISLE



PASCAL MOFFET

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017 \$	2016 \$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
(Insuffisance) Excédent des produits sur les charges	(1 151 398)	922 354
Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Ajustement de la dette à long terme au taux effectif	31 135	32 481
Virement des apports reportés	(1 311 827)	(1 197 719)
Amortissement des immobilisations corporelles	4 969 049	4 923 470
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	98 540	196 292
Intérêts capitalisés aux emprunts bancaires	13 176	9 248
	2 648 675	4 886 126
Variation des éléments d'actifs et de passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Créances	59 612	1 454 760
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	1 712 989	(1 963 460)
Stocks - boutiques	28 450	(11 728)
Charges payées d'avance	(111 914)	20 721
Charges à payer et frais courus (note 20)	494 032	110 558
Intérêts courus	(36 358)	(10 958)
Provision pour vacances	(85 448)	(54 715)
Revenus reportés	(183 410)	102 906
Provision pour congés de maladie	4 755	399 864
	1 882 708	47 948
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	4 531 383	4 934 074
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations (note 20)	(4 467 160)	(12 383 259)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Nouveaux emprunts bancaires	4 799 084	10 814 852
Remboursement d'emprunts bancaires	(1 894 900)	(11 360 330)
Subventions ou contributions reçues	1 713 375	1 906 602
Nouvelle dette à long terme	1 894 900	11 360 330
Remboursement de la dette à long terme	(5 874 525)	(6 210 866)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	637 934	6 510 588
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	702 157	(938 597)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(104 412)	834 185
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 9)	597 745	(104 412)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2017

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée de la civilisation (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la *Loi sur les musées nationaux* (RLRQ, chapitre M-44), a pour fonction, en vue de contribuer au développement culturel du Québec, de faire connaître l'histoire et les diverses composantes de notre civilisation; notamment, les cultures matérielle et sociale des occupants du territoire québécois et celles qui les ont enrichies, d'assurer la conservation et la mise en valeur de la collection ethnographique et des autres collections représentatives de notre civilisation et d'assurer une présence du Québec dans le réseau

international des manifestations muséologiques par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LRC, 1985, 5^e suppl.), le Musée n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. VOCATION DES FONDS

Le **Fonds d'exploitation** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux opérations courantes du Musée ainsi que les activités commerciales du Musée telles que l'exploitation des boutiques et du restaurant ainsi que la location d'expositions et de salles. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner ou hypothéquer un immeuble, ni louer un immeuble pour plus de deux ans.

En fin d'exercice, tout excédent des produits sur les charges de 50 000 \$ et moins peut être affecté en tout ou en partie à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection du fonds des réserves. Tout excédent supérieur à cette somme de 50 000 \$ doit obligatoirement être affecté à la réserve pour les expositions du fonds des réserves tant que celle-ci n'a pas encore atteint l'objectif fixé de 600 000 \$. Toutefois, si la réserve pour les expositions a déjà atteint l'objectif de 600 000 \$, le Musée a le choix d'affecter ou non l'excédent en tout ou en partie ainsi que tout actif net non grevé d'affectations, à la réserve pour l'acquisition d'objets de collection, à une autre réserve ou de le laisser dans le fonds d'exploitation.

Le **Fonds de maintien des actifs** présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents au programme de maintien des actifs et de résorption du déficit d'entretien du gouvernement du Québec.

Le **Fonds des projets spéciaux** vise à regrouper divers projets dont le financement est assuré par des enveloppes spécifiques autorisées par le ministère de la Culture et des Communications.

Le **Fonds des réserves** regroupe les opérations des diverses réserves qui ont été constituées par décision du conseil d'administration à même les excédents du fonds d'exploitation. Ce fonds regroupe, au 31 mars 2017, les réserves qui se trouvaient aux états financiers du 31 mars 2016.

Ces réserves sont :

- **Réserve pour auto assurance** qui sert à couvrir la franchise de 25 000 \$ stipulée au décret numéro 92-2007 du gouvernement du Québec;
- **Réserve pour les expositions** afin de faciliter le financement des expositions du Musée. Les sommes issues de ce fonds seront utilisées pour la réalisation d'expositions temporaires et, exceptionnellement, d'activités connexes;
- **Réserve pour l'acquisition d'objets de collection** qui vise à permettre l'acquisition d'objets de collection à la suite de la recommandation du comité de développement des collections.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Référentiel comptable

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Musée utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans le chapitre SP 4200 et suivants.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers du Musée par la direction exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Instruments financiers

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transactions sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances (excluant les taxes à recevoir) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les découverts bancaires, les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux à payer), les intérêts courus, la provision pour vacances et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur et que les transactions en devises sont sans impact à la fin de l'exercice.

Constatation des produits

Apports

Les subventions du gouvernement du Québec sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont autorisées.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Prestation de services et ventes

Les produits de billetterie, locations d'exposition, concessions et autres locations ainsi que ventes de services sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits des boutiques et ventes de produits sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Musée consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible. Ce poste inclut également les placements facilement convertibles à court terme dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné qu'il n'est pas possible pour le Musée de disposer de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour vacances et congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la direction. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire puisque le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours de l'exercice suivant.

Pièces de collection

Les pièces de collection achetées sont imputées aux opérations alors que celles reçues par donation ne sont pas comptabilisées aux états financiers.

Stocks - boutiques

Les stocks des boutiques du Musée sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.

Apports reçus sous forme de biens et services

Le Musée reçoit gratuitement des biens et services, dont des services de restauration d'objets et d'œuvres d'art du ministère de la Culture et des Communications. Ces apports sont constatés aux états financiers à la juste valeur des services reçus lorsque celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Services rendus par les bénévoles

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas constatés dans les produits et charges du Musée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou à la juste valeur marchande en date d'acquisition si elles sont reçues à titre gratuit. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Bâtisses	40 ans
Ajouts et aménagements des bâtisses	10 ans
Améliorations locatives	10 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	10 ans
Équipement d'éclairage et de sonorisation	5 ans
Équipement d'activités commerciales	10 ans
Équipement informatique et audiovisuel et progiciels	3 et 7 ans
Documents numériques	3, 5 et 10 ans
Aménagement des salles d'expositions	5 à 13 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Musée de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

4. INDEMNISATION D'ASSURANCE

Un sinistre survenu au cours de l'exercice 2015 a engendré des pertes de revenus et des charges supplémentaires dont une portion fut compensée par une indemnisation d'assurance de 137 677 \$ pour l'exercice 2017 (2016 : 495 773 \$). Les charges supplémentaires associées à ce sinistre ont été comptabilisées au Fonds d'exploitation dans l'état des résultats. Une indemnisation d'assurance de 69 764 \$ (2016 : 1 849 438 \$) a également été accordée pour la reconstruction de la partie du Musée qui a subi des dommages lors de l'incendie. Un montant totalisant 207 441 \$ (2016 : 2 345 211 \$) a été comptabilisé aux résultats dans le Fonds d'exploitation à titre de produits d'indemnisation d'assurance.

Le recouvrement des frais liés au sinistre fait actuellement l'objet d'autres réclamations auprès de l'assureur du Musée. Les produits d'assurances comptabilisés pour l'exercice clos le 31 mars 2017 représentent uniquement les montants pour lesquels le Musée avait l'assurance raisonnable de recevoir les sommes. Au 31 mars 2017, aucun montant n'est inclus dans les créances à recevoir (2016 : 424 597 \$).

5. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – AUTRES

	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation		
Projets spécifiques	258 805	449 565
Subventions concernant le financement d'immobilisations et d'autres charges	259 736	259 736
Remboursement des intérêts relatifs au financement des immobilisations	148 865	168 270
Virement des apports reportés relatifs aux immobilisations	884 423	973 437
	1 551 829	1 851 008
Fonds de maintien des actifs		
Subventions concernant le financement d'immobilisations et d'autres charges	3 577 569	4 035 723
Remboursement des intérêts relatifs au financement des immobilisations	1 168 713	1 120 039
	4 746 282	5 155 762
Fonds des projets spéciaux		
Projets spécifiques	316 537	—
Subventions concernant le financement d'immobilisations et d'autres charges	972 544	984 415
Remboursement des intérêts relatifs au financement des immobilisations	255 757	290 225
Virement des apports reportés relatifs aux immobilisations	26 862	26 862
	1 571 700	1 301 502
	7 869 811	8 308 272

6. COMMANDITES FINANCIÈRES

	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation		
Commandites spécifiques obtenues pour la réalisation d'expositions et de projets spécifiques	379 472	393 394
Contributions du gouvernement du Québec pour la réalisation d'expositions	89 500	89 500
	468 972	482 894

7. VIREMENTS INTERFONDS

Un montant de 67 943 \$ (aucun en 2016) a été transféré du Fonds des projets spéciaux au Fonds de maintien des actifs en lien avec des dépenses engagées dans le cadre du Plan culturel numérique du Québec. Ces dépenses sont

financées par des subventions du gouvernement du Québec constatées au Fonds des projets spéciaux.

8. ACTIF NET À LA FIN

	2017	2016
	\$	\$
Le fonds des réserves s'établit ainsi au 31 mars :		
Réserve pour auto assurance	25 000	25 000
Réserve pour les expositions	600 000	600 000
Réserve pour l'acquisition d'objets de collection	50 000	50 000
	675 000	675 000

9. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie porte intérêt quotidiennement au taux préférentiel moins 1,75 % ce qui représente, au 31 mars 2017, un taux de 0,95 % (2016 : 0,95 %).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se détaillent comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Encaisse	597 745	116 838
Découvert bancaire	—	(221 250)
	597 745	(104 412)

10. CRÉANCES

	2017	2016
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Salaires payés d'avance	309 162	—
Intérêts courus	—	1 775
Subventions et commandites	493 165	211 428
Indemnisation d'assurance à recevoir	—	424 597
Taxes à recevoir	128 757	341 682
Créances	144 092	172 681
Autres créances	20 978	10 609
	1 096 154	1 162 772
Fonds de maintien des actifs		
Taxes à recevoir	86 108	121 850
Créances	29 067	—
	115 175	121 850
Fonds des projets spéciaux		
Taxes à recevoir	13 681	—
	1 225 010	1 284 622

11. SUBVENTIONS À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec présentées à court terme se détaillent ainsi :

	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation		
Subvention de fonctionnement	131 000	700 000
Contributions pour projets spécifiques	—	1 176 700
	131 000	1 876 700
Fonds de maintien des actifs		
Intérêts sur emprunts bancaires	226 541	193 830
	357 541	2 070 53

12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017		2016	
	Coût \$	Ammortissement cumulé \$	Net \$	Net \$
Immobilisations globales du Musée				
Terrains	2 480 722	—	2 480 722	2 480 722
Bâtisses	67 665 953	32 495 089	35 170 864	36 885 468
Ajouts et aménagements des bâtisses	26 276 254	20 322 296	5 953 958	6 235 579
Améliorations locatives	7 508 924	5 562 238	1 946 686	1 399 502
Mobilier et équipement	2 066 928	1 605 679	461 249	514 845
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	2 638 277	2 355 584	282 693	316 711
Équipement d'éclairage et de sonorisation	811 537	719 369	92 168	155 654
Équipement d'activités commerciales	261 379	143 633	117 746	141 033
Équipement informatique, audiovisuel et progiciels	10 992 142	7 722 340	3 269 802	3 159 427
Documents numériques	891 944	455	891 489	475 088
Aménagement des salles d'expositions	2 947 542	1 749 793	1 197 749	1 043 648
	124 541 602	72 676 476	51 865 126	52 807 677

	2017			
Valeur nette par fonds	Fonds d'exploitation \$	Fonds de maintien des actifs \$	Fonds des projets spéciaux \$	Total \$
Terrains	2 480 722	—	—	2 480 722
Bâtisses	18 240 735	9 949 560	6 980 569	35 170 864
Ajouts et aménagements des bâtisses	16 268	5 489 773	447 917	5 953 958
Améliorations locatives	2	1 946 684	—	1 946 686
Mobilier et équipement	28 671	432 578	—	461 249
Équipement de manutention, de rangement, de transformation et de production	5 832	276 861	—	282 693
Équipement d'éclairage et de sonorisation	4 661	87 507	—	92 168
Équipement d'activités commerciales	573	117 173	—	117 746
Équipement informatique, audiovisuel et progiciels	19 193	3 246 222	4 387	3 269 802
Documents numériques	—	374 010	517 479	891 489
Aménagement des salles d'expositions	465 777	384 471	347 501	1 197 749
	21 262 434	22 304 839	8 297 853	51 865 126

Des immobilisations corporelles des catégories « équipement informatique, audiovisuel et progiciels », « documents numériques » et « aménagement des salles d'expositions » totalisant 1 440 812 \$ au 31 mars 2017 n'ont pas été amorties étant donné qu'elles n'étaient pas utilisées en fin d'exercice. Au 31 mars 2016, des immobilisations non-amorties d'un montant de 679 254 \$ faisaient partie des catégories « ajouts et aménagements des bâtisses », « équipement informatique, audiovisuel et progiciels », « documents numériques », et « aménagements des salles d'expositions ».

13. EMPRUNTS BANCAIRES

Tous les emprunts bancaires du Musée sont garantis par le gouvernement du Québec et renouvelables à chaque année.

Le taux des emprunts bancaires, au 31 mars 2017, est de 1,19 % l'an (2016 : 2,70 %).

Fonds d'exploitation

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à contracter des emprunts temporaires relatifs à son fonctionnement pour un montant maximum de 2 000 000 \$ (2016 : 2 000 000 \$).

Le Musée a une entente d'emprunt, avec une institution financière, pour un maximum de 2 000 000 \$ au 31 mars 2017 (2016 : 2 000 000 \$). Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun emprunt temporaire n'a cours.

Fonds de maintien des actifs

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 23 250 099 \$ au 31 mars 2017 (2016 : 21 616 020 \$).

Le Musée a une entente d'emprunt, avec une institution financière, pour un maximum de 23 250 099 \$ au 31 mars 2017 (2016 : 21 007 100 \$). Au 31 mars 2017, le solde des emprunts temporaires est de 17 899 093 \$ (2016 : 15 081 733 \$).

Fonds des projets spéciaux

Le gouvernement du Québec a autorisé le Musée à emprunter un montant maximal de 348 450 \$ au 31 mars 2017 (aucun en 2016).

Le Musée a une entente d'emprunt, avec une institution financière, pour un maximum de 348 450 \$ au 31 mars 2017 (aucun en 2016). Au 31 mars 2017, le solde des emprunts temporaires est de 100 000 \$ (aucun en 2016).

14. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation		
Traitements à payer	610 321	302 352
Avantages sociaux à payer	125 413	207 991
Autres charges à payer et frais courus	1 441 783	2 168 566
	2 177 517	2 678 909
Fonds de maintien des actifs		
Traitements à payer	49 810	21 749
Avantages sociaux à payer	6 909	4 766
Autres charges à payer et frais courus	912 098	345 601
	968 817	372 116
Fonds des projets spéciaux		
Traitements à payer	12 656	—
Avantages sociaux à payer	1 640	—
Autres charges à payer et frais courus	42 305	—
	56 601	—
	3 202 935	3 051 025

15. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et incluent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE et le RRAS qui fait partie du RRPE est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi le Musée verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations du Musée, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 940 808 \$ (2016 : 1 056 676 \$). Les obligations du Musée envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour vacances

	2017		2016	
	Traitements \$	Avantages sociaux \$	Traitements \$	Avantages sociaux \$
Solde au début	1 068 593	203 033	1 114 572	211 769
Charge de l'exercice *	775 106	162 769	871 859	165 653
Prestations versées au cours de l'exercice	(863 384)	(159 939)	(917 838)	(174 389)
	980 315	205 863	1 068 593	203 033
Solde à la fin	1 186 178		1 271 626	

Provision pour congés de maladie

	2017		2016	
	Traitements \$	Avantages sociaux \$	Traitements \$	Avantages sociaux \$
Solde au début	2 180 285	457 858	1 849 819	388 460
Charge de l'exercice *	413 936	112 871	806 819	169 432
Prestations versées au cours de l'exercice	(427 911)	(94 141)	(476 353)	(100 034)
	2 166 310	476 588	2 180 285	457 858
Solde à la fin	2 642 898		2 638 143	

* La charge totale de l'exercice est de 1 464 682 \$ en 2017 (2016 : 2 013 763 \$).

Le Musée dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Musée.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Musée. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2017 :

	2017	2016
Taux d'indexation	Entre 1,75 % et 2,83 %	Entre 1,50 % et 3,00 %
Taux d'actualisation	Entre 1,40 % et 3,41 %	Entre 0,89 % et 3,31 %
Durée moyenne estimative du reste de la carrière active	Entre 3 et 22 ans	Entre 2 et 21 ans

16. APPORTS REPORTÉS

Les apports reportés présentés à court terme se rapportent aux sommes reçues au cours de l'exercice et destinées à couvrir les charges de certaines expositions débutant ou se prolongeant au cours des exercices subséquents. Les variations survenues au solde présenté à court terme sont les suivantes :

	2017	2016
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Solde au début	1 031 290	220 620
Montant reçu pour les exercices subséquents	157 733	1 008 090
Transfert des apports reportés	(844 585)	—
Virement des apports reportés	(91 005)	(197 420)
Solde à la fin	253 433	1 031 290
Se détaillant comme suit :		
Gouvernement du Québec	190 033	957 785
Autres apports reportés	63 400	73 505
	253 433	1 031 290
Fonds des projets spéciaux		
Solde au début	—	—
Montant reçu pour les exercices subséquents	522 100	—
Transfert des apports reportés	844 585	—
Virement des apports reportés	(309 537)	—
Solde à la fin	1 057 148	—
Se détaillant comme suit :		
Gouvernement du Québec	1 057 148	—
	1 310 581	1 031 290

Les apports reportés présentés à long terme comprennent des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien. Les variations survenues au solde présenté à long terme sont les suivantes :

	2017	2016
	\$	\$
Fonds d'exploitation		
Solde au début	12 566 878	13 291 638
Montant reçu pour les exercices subséquents	248 677	248 677
Virement des apports reportés	(884 423)	(973 437)
Solde à la fin	11 931 132	12 566 878
Fonds de maintien des actifs		
Solde au début	479 234	338 264
Montant reçu pour les exercices subséquents	185 148	140 970
Solde à la fin	664 382	479 234
Fonds des projets spéciaux		
Solde au début	1 287 812	805 809
Montant reçu pour les exercices subséquents	599 717	508 865
Virement des apports reportés	(26 862)	(26 862)
Solde à la fin	1 860 667	1 287 812
	14 456 181	14 333 924

17. DETTE À LONG TERME

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec, incluant les coûts de transactions de 204 945 \$ (2016 : 225 673 \$).

	Taux effectif %	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation			
a) 3,792 % remboursable par versements annuels en capital de 511 739 \$, échéant le 1 ^{er} septembre 2023	3,930	3 558 890	4 067 303
		3 558 890	4 067 303
Versements échéant au cours du prochain exercice		(511 739)	(511 739)
		3 047 151	3 555 564
Fonds de maintien des actifs			
a) 4,937 % remboursable par versements annuels en capital de 320 659 \$, échéant le 16 juillet 2020	5,064	1 272 373	1 590 467
b) 4,379 % remboursable par versements annuels en capital de 83 658 \$, échéant le 10 mai 2017	4,540	83 659	167 317
c) 1,724 % remboursable par versements annuels en capital de 103 783 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	1,870	103 783	207 566
d) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 105 780 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	211 561	317 341
e) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 115 488 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	230 977	346 465
f) 4,235 % remboursable par versements semestriels en capital de 159 728 \$, échéant le 10 mai 2021	4,393	1 428 157	1 745 264
g) 2,961 % remboursable par versements annuels en capital de 347 945 \$, échéant le 1 ^{er} septembre 2023	3,106	2 418 564	2 764 073
h) 2,698 % remboursable par versements annuels en capital de 371 491 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2018	2,864	742 981	1 114 472
i) 2,336 % remboursable par versements annuels en capital de 105 923 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2017	2,516	105 923	211 846
j) 3,271 % remboursable par versements annuels en capital de 807 503 \$, échéant le 1 ^{er} septembre 2024	3,411	6 418 034	7 220 289
k) 2,171 % remboursable par versements annuels en capital de 325 667 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2025	2,303	2 588 400	2 911 950
l) 2,544 % remboursable par versements annuels en capital de 507 469 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2025	2,694	4 033 360	4 537 530
m) 1,436 % remboursable par versements annuels en capital de 175 756 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2020	1,633	525 000	700 000
n) 2,573 % remboursable par versements annuels en capital de 91 504 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2027	2,714	909 091	—
o) 1,732 % remboursable par versements annuels en capital de 100 432 \$, échéant le 19 janvier 2022	1,883	500 000	—
		21 571 863	23 834 580
Versements échéant au cours du prochain exercice		(3 882 512)	(3 690 577)
		17 689 351	20 144 003
Fonds des projets spéciaux			
a) 4,087 % remboursable par versements annuels en capital de 219 839 \$, échéant le 3 décembre 2018	4,265	437 967	656 096
b) 2,961 % remboursable par versements annuels en capital de 706 955 \$, échéant le 1 ^{er} septembre 2023	3,106	4 914 044	5 616 048
c) 2,336 % remboursable par versements annuels en capital de 251 861 \$, échéant le 1 ^{er} octobre 2017	2,516	251 861	503 722
d) 2,542 % remboursable par versements annuels en capital de 100 472 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2018	2,703	200 944	301 417
e) 2,171 % remboursable par versements annuels en capital de 222 257 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2025	2,303	1 766 504	1 987 317
f) 1,552 % remboursable par versements annuels en capital de 79 321 \$, échéant le 1 ^{er} mars 2021	1,765	315 920	—
		7 887 240	9 064 600
Versements échéant au cours du prochain exercice		(1 580 705)	(1 501 384)
		6 306 535	7 563 216
		27 043 037	31 262 783

Les versements en capital sur la dette à long terme sont acquittés annuellement ou semestriellement, et les intérêts semestriellement, à même les subventions du gouvernement du Québec prévues à cette fin.

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices et de ceux subséquents se détaillent comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
2018	5 974 956 \$	956 243 \$	6 931 199 \$
2019	5 429 732	774 889	6 204 621
2020	4 516 661	605 216	5 121 877
2021	4 340 905	466 148	4 807 053
2022	3 781 198	337 519	4 118 717
2023 et suivants	9 179 486	404 290	9 583 776
	33 222 938 \$	3 544 305 \$	36 767 243 \$

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Fondation du Musée de la civilisation (la Fondation), sur laquelle le Musée exerce une influence notable, est constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* (RLRQ, chapitre C-38). Elle a pour objectif de solliciter des fonds afin de soutenir les activités culturelles et éducatives du Musée. Selon ses règlements, une contribution ne peut être versée au Musée que si son excédent atteint 300 000 \$. Ils prévoient également, qu'en cas de liquidation de la Fondation, son actif net serait remis au Musée. L'actif net de la Fondation s'élève à 1 909 810 \$ au 31 mars 2017 (2016 : 2 133 665 \$). De façon à atteindre ses objectifs, le Musée met à la disposition de la Fondation le personnel nécessaire à la bonne marche de ses opérations et celle-ci verse une contribution pour une partie de ces services.

Il y a un montant de 2 249 \$ (2016 : aucun) comptabilisé dans les créances et aucun montant n'a été comptabilisé dans les revenus reportés (2016 : 3 044 \$) au 31 mars 2017 relativement aux contributions de la Fondation de 979 451 \$ en 2017 (2016 : 28 044 \$).

Le Musée national des beaux-arts du Québec s'est engagé par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces au Centre national de conservation et d'études des collections. Les revenus de loyers s'élèvent à 180 423 \$ en 2017 (2016 : 176 487 \$) et, à cet effet, un montant de 553 \$ figure dans les créditeurs.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers :

	2017		2016	
	Gouvernement du Québec	Entité sous contrôle commun	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Produits				
Concessions et autres locations	12 938	68 522	81 460	93 031
Ventes de produits et services	389	65 118	65 507	27 080
Autres	2 567	20 653	23 220	18 954
Charges				
Services professionnels	87 343	53 969	141 312	203 802
Locations	—	58 537	58 537	57 814
Transport et communications	43	104 366	104 409	156 025
Fournitures, approvisionnements et énergie	69	619 326	619 395	633 478
Charges administratives	480	23 441	23 921	—
Taxes municipales et scolaires	—	602 821	602 821	417 004
Intérêts sur la dette à long terme	—	1 099 862	1 099 862	1 173 060
Actif				
Créances	6 035	80 204	86 239	178 930
Charges payées d'avance	—	33 907	33 907	25 527
Passif				
Charges à payer et frais courus	34 019	205 226	239 245	778 004
Intérêts courus	—	135 725	135 725	172 083
Apports reportés	1 212 948	34 233	1 247 181	867 785

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

19. COLLECTION

La période de transition s'est poursuivie en 2016-2017 au niveau des collections, notamment, par la refonte de son système de gestion intégré des données et par les travaux d'inventaire et de conservation préventive des archives. La refonte du système de gestion des collections a entraîné la réorganisation virtuelle des secteurs de collections et de documents d'archives et le chantier des archives a permis de comptabiliser des documents jusqu'à ce jour non inventoriés. Les documents d'archives ainsi que les livres catalogués du côté « objets » ont été transférés virtuellement dans leur département respectif (« archives » et « bibliothèque »). Dans le cadre du chantier de conservation, plusieurs documents non catalogués ont été enregistrés : documents textuels, manuscrits, cartes et plans, images pieuses, photographies, etc.

La collection du Musée est partagée entre trois grandes catégories : les objets, la bibliothèque et les archives. Elle compte, au 31 mars 2017, 226 170 objets (2016 : 222 937), 197 426 livres (2016 : 197 426) et environ 1,2 km linéaire d'archives (2016 : 1 km).

Le Musée délivre des reçus pour la plupart des pièces de collection reçues par donation. La valeur de ces pièces est validée par expertise et, pour certaines pièces, sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels. La valeur cumulative des reçus émis depuis 1991 s'établit comme suit :

	2017 \$	2016 \$
Solde au début	20 538 631	8 522 763
Reçus émis	2 905 634	12 015 868
Solde à la fin	23 444 265	20 538 631

20. FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations non monétaires des activités d'exploitation, de financement et d'investissement se détaillent ainsi :

	2017 \$	2016 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les charges à payer et frais courus	503 366	845 488

Les intérêts versés au Fonds de financement du gouvernement du Québec au cours de l'exercice s'élèvent à 1 100 168 \$ (2016 : 1 156 455 \$).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 27 906 \$ (2016 : 30 266 \$).

21. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances :

	2017 \$	2016 \$
Fonds d'exploitation		
Moins de 30 jours	67 426	70 787
De 30 à 60 jours	23 025	14 568
De 61 à 90 jours	2 630	21 536
Plus de 90 jours	51 011	65 790
	144 092	172 681
Autres créances (moins de 30 jours)	514 143	223 812
	658 235	396 493
Fonds de maintien des actifs		
Autres créances (moins de 30 jours)	29 067	—
	29 067	—
	687 302	396 493

Risque de liquidité

Le risque de liquidité du Musée représente le risque qu'il ne soit pas en mesure d'honorer ses obligations financières lorsque celles-ci viennent à échéance. Le Musée considère qu'il gère efficacement son risque de liquidités, entre autres, par l'analyse périodique de sa situation budgétaire.

Le détail des échéances contractuelles pour les dettes à long terme se trouve à la note 17. L'échéance des autres passifs financiers (emprunts bancaires, charges à payer et frais courus, provision pour vacances et intérêts courus) est de moins d'un an en 2017 et en 2016.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. Le Musée est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

Le risque de crédit relatif à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est minime en raison du type de clientèle visée, constituée en grande partie d'organismes du secteur public. Aux 31 mars 2017 et 2016, le Musée n'a pas comptabilisé de provision pour mauvaises créances.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs des instruments financiers fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Les emprunts bancaires portent intérêts à taux variables et exposent le Musée à un risque de flux de trésorerie découlant des variations de taux d'intérêt. Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixes. L'exposition de la dette à long terme au taux d'intérêt est faible étant donné qu'elle n'est pas comptabilisée à la juste valeur et que le Musée prévoit la rembourser selon l'échéancier prévu.

22. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Musée est engagé par divers contrats échéant au cours des cinq prochains exercices à verser une somme de 6 059 184 \$ (2016 : 7 372 269 \$), qui se répartit principalement entre les travaux relatifs aux bâtiments et aux équipements pour un montant de 4 376 843 \$ (2016 : 5 510 527 \$) et les expositions et activités en préparation pour une somme de 1 682 341 \$ (2016 : 1 861 742 \$). Les paiements exigibles au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2018	3 825 534 \$
2019	807 911
2020	697 356
2021	598 104
2022	130 279

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

Rapport de la direction

*États financiers
pour l'exercice clos le 31 mars 2017*

Les états financiers du Musée national des beaux-arts du Québec (Musée) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées, qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Musée.

Le Musée reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Musée, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

La directrice
et conservatrice en chef,



Line Ouellet

Le directeur
de l'administration,



Jean-François Fusey, CPA, CA

Québec, le 22 juin 2017

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Musée national des beaux-arts du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, l'état des résultats, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de l'évolution de l'actif net et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit assortie d'une réserve.

FONDEMENT DE L'OPINION AVEC RÉSERVE

Le Musée national des beaux-arts du Québec n'a pas comptabilisé aux 31 mars 2017 et 2016, à l'état de la situation financière, des subventions à recevoir du gouvernement du Québec concernant des immobilisations et d'autres charges financées ou devant être financées par emprunts pour lesquelles des travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public s'appliquant aux organismes sans but lucratif du secteur public, qui prévoient la comptabilisation des subventions à recevoir lorsque le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que la réception finale du montant est raisonnablement assurée. Cette dérogation a donné lieu à l'expression d'une opinion d'audit modifiée concernant les états financiers de l'exercice précédent. Par ailleurs, l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01) énonce que la seule partie d'une subvention qui doit être comptabilisée est celle qui est exigible dans l'exercice du Musée national des beaux-arts du Québec et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement. Étant donné la non-inscription de ces subventions à recevoir du gouvernement du Québec, comme le prescrit la loi, les ajustements suivants, selon l'estimation établie, sont nécessaires afin que les états financiers du Musée national des beaux-arts du Québec respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public :

	AUGMENTATION (DIMINUTION) ESTIMÉE EN DOLLARS					
	2017			2016		
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE						
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (court terme)	75 247	7 404 244	7 479 491	50 263	5 573 895	5 624 158
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec (long terme)	92 832	48 814 708	48 907 540	194 934	42 465 631	42 660 565
Apports reportés	303	51 533 952	51 534 255	603	43 115 296	43 115 899
ACTIF NET	167 776	4 685 000	4 852 776	244 594	4 924 230	5 168 824
ÉTAT DES RÉSULTATS						
Subventions du gouvernement du Québec	(76 818)	(239 230)	(316 048)	24 679	(258 131)	(233 452)
EXCÉDENT DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES	(76 818)	(239 230)	(316 048)	24 679	(258 131)	(233 452)

OPINION AVEC RÉSERVE

À mon avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Musée national des beaux-arts du Québec au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES
ET RÉGLEMENTAIRES**

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Musée national des beaux-arts du Québec au 31 mars 2017 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date selon les conventions comptables qui sont énoncées dans la note 3 des états financiers et complétées, notamment, par l'article 1.1 de la *Loi concernant les subventions relatives au paiement en capital et intérêts des emprunts des organismes publics ou municipaux et certains autres transferts* (RLRQ, chapitre S-37.01).

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

A handwritten signature in dark ink, reading "Guylaine Leclerc FCPA Auditrice, FCA".

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 22 juin 2017

État des résultats

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PRODUITS							
Subventions du gouvernement du Québec (NOTE 4)	16 146 824	-	-	4 696 181	-	20 843 005	14 022 252
Subventions du gouvernement du Canada	285 000	-	-	711 126	-	996 126	270 000
Billetterie et abonnements	1 715 671	-	-	-	-	1 715 671	975 151
Stationnement	-	451 909	-	-	-	451 909	389 860
Boutique et publications	-	615 394	-	-	-	615 394	389 721
Redevances – services alimentaires	-	292 628	-	-	-	292 628	168 514
Location d'espaces et services connexes	-	338 098	-	-	-	338 098	164 378
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	194 595	-	-	-	-	194 595	227 837
Activités éducatives et culturelles	249 049	-	-	-	-	249 049	225 388
Commandites	465 468	-	-	-	-	465 468	222 411
Contributions de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (NOTE 6)	684 241	-	-	1 198 248	-	1 882 489	125 475
Dons de pièces de collection (NOTE 7)	2 998 900	-	-	-	-	2 998 900	6 859 388
Autres contributions	462 564	-	-	7 768	-	470 332	114 990
Revenus de placements	93 340	6 524	1 151	-	-	101 015	419 055
Autres	39 622	-	-	-	-	39 622	48 718
	23 335 274	1 704 553	1 151	6 613 323	-	31 654 301	24 623 138
CHARGES							
Traitements et avantages sociaux	8 810 126	481 310	-	105 002	-	9 396 438	7 633 243
Énergie, taxes et assurances	4 139 712	-	-	-	-	4 139 712	2 093 953
Services professionnels, administratifs et autres	2 480 873	145 036	-	289 085	-	2 914 994	1 667 890
Entretien, réparations et aménagement	1 135 049	5 355	-	241 734	-	1 382 138	1 092 357
Transport et communications	2 103 566	29 494	-	-	-	2 133 060	987 200
Fournitures et approvisionnements	518 208	427 001	-	-	-	945 209	546 665
Location de locaux	233 707	-	-	3 750	-	237 457	228 689
Acquisition de pièces de collection (NOTE 7)	3 752 166	-	-	-	-	3 752 166	7 143 719
Location d'expositions	306 908	-	-	-	-	306 908	474 590
Intérêts sur la dette à long terme	1 734	-	-	913 483	-	915 217	534 760
Autres intérêts et frais financiers	209	1 940	-	211 699	-	213 848	22 287
Perte à la suite de la radiation d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	42 721
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	4 652 216	-	4 652 216	2 023 050
	23 482 258	1 090 136	-	6 416 969	-	30 989 363	24 491 124
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS PAR RAPPORT AUX CHARGES							
	(146 984)	614 417	1 151	196 354	-	664 938	132 014

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de l'évolution de l'actif net

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF NET AU DÉBUT DE L'EXERCICE	564 240	400 000	57 064	1 826 353	1 043 716	3 891 373	3 759 359
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(146 984)	614 417	1 151	196 354	–	664 938	132 014
Virements interfonds (NOTE 8)	432 258	(614 417)	–	182 159	–	–	–
ACTIF NET À LA FIN DE L'EXERCICE	849 514	400 000	58 215	2 204 866	1 043 716	4 556 311	3 891 373

État des gains et pertes de réévaluation

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION AU DÉBUT DE L'EXERCICE	3 359	–	–	–	101 375	104 734	559 281
Variation des gains et pertes non réalisés sur les placements de portefeuille	(20 171)	–	–	–	34 125	13 954	(198 877)
Gains réalisés sur la cession de placements de portefeuille, reclassés dans les résultats ou les revenus de placements reportés	–	–	–	–	(85 156)	(85 156)	(255 670)
GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 10)	(16 812)	–	–	–	50 344	33 532	104 734

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la situation financière

AU 31 MARS 2017

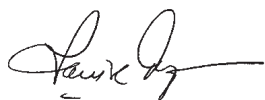
	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIF							
ACTIF À COURT TERME							
Trésorerie, 0,80 % (0,80 % en 2016)	2 611 857	465 043	58 175	2 058	–	3 137 133	1 355 245
Créances et intérêts courus (NOTE 9)	740 442	805	40	–	–	741 287	1 318 093
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec, sans intérêt	759 997	–	–	1 261 623	–	2 021 620	11 037 078
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités d'encaissement	1 815 817	–	–	–	–	–	–
Subventions à recevoir							
Gouvernement du Québec	–	–	–	24 703	–	24 703	8 195
Gouvernement du Canada	–	–	–	699 385	–	699 385	3 500 506
Stocks	–	240 068	–	–	–	240 068	238 850
Charges payées d'avance	539 418	–	–	–	–	539 418	857 486
	6 467 531	705 916	58 215	1 987 769	–	7 403 614	18 315 453
PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE (NOTE 10)							
	3 818 842	–	–	–	1 780 493	5 599 335	5 435 915
CONTRIBUTIONS À RECEVOIR DE LA FONDATION DU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC, SANS INTÉRÊT							
	–	–	–	3 913 675	–	3 913 675	–
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (NOTE 11)							
	–	–	–	125 130 363	–	125 130 363	114 755 399
	10 286 373	705 916	58 215	131 031 807	1 780 493	142 046 987	138 506 767

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PASSIF							
PASSIF À COURT TERME							
Emprunts bancaires (NOTE 12)	-	-	-	15 673 000	-	15 673 000	23 242 270
Charges à payer et frais courus (NOTE 13)	4 570 070	11 875	-	-	-	4 581 945	9 906 938
Provision pour vacances (NOTE 19)	687 107	-	-	-	-	687 107	639 202
Créances interfonds, sans intérêt ni modalités de remboursement	-	294 041	-	835 343	686 433	-	-
Intérêts courus	32	-	-	147 201	-	147 233	161 700
Dépôts de clients et produits reportés	527 629	-	-	-	-	527 629	305 183
Apports reportés (NOTE 14)	2 259 749	-	-	-	-	2 259 749	1 075 255
Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (NOTE 16)	50 014	-	-	7 204 970	-	7 254 984	5 436 157
	8 094 601	305 916	-	23 860 514	686 433	31 131 647	40 766 705
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE (NOTE 19)							
	526 694	-	-	-	-	526 694	582 645
REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS (NOTE 15)							
	782 261	-	-	-	-	782 261	614 875
APPORTS REPORTÉS (NOTE 14)							
	-	-	-	66 919 759	-	66 919 759	64 960 674
DETTE À LONG TERME (NOTE 16)							
	50 115	-	-	38 046 668	-	38 096 783	27 585 761
	9 453 671	305 916	-	128 826 941	686 433	137 457 144	134 510 660
ACTIF NET							
Investi en immobilisations	-	-	-	2 204 866	-	2 204 866	1 826 353
Affectations d'origine interne	-	400 000	58 215	-	1 043 716	1 501 931	1 500 780
Non grevé d'affectations	849 514	-	-	-	-	849 514	564 240
	849 514	400 000	58 215	2 204 866	1 043 716	4 556 311	3 891 373
Gains et pertes de réévaluation cumulés	(16 812)	-	-	-	50 344	33 532	104 734
	832 702	400 000	58 215	2 204 866	1 094 060	4 589 843	3 996 107
	10 286 373	705 916	58 215	131 031 807	1 780 493	142 046 987	138 506 767

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (NOTE 21)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration



Louise Turgeon,
présidente du comité d'audit



Claude Côté,
vice-président du conseil d'administration

État des flux de trésorerie

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2017

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT							
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(146 984)	614 417	1 151	196 354	–	664 938	132 014
Éléments sans incidence sur la trésorerie							
Apports reportés constatés à titre de produits	(944 169)	–	–	(3 893 588)	–	(4 837 757)	(1 323 882)
Gains réalisés sur la cession de placements	–	–	–	–	(85 156)	(85 156)	(255 670)
Ajustement de la dette à long terme au taux effectif	301	–	–	41 879	–	42 180	34 510
Amortissement des immobilisations corporelles	–	–	–	4 652 216	–	4 652 216	2 023 050
Perte à la suite de la radiation d'immobilisations corporelles	–	–	–	–	–	–	42 721
	(1 090 852)	614 417	1 151	996 861	(85 156)	436 421	652 743
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement							
Créances et intérêts courus	567 295	9 190	321	–	–	576 806	(410 290)
Contributions et créances à recevoir de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	(653 393)	–	–	–	–	(653 393)	133 794
Subventions à recevoir	–	–	–	(16 508)	–	(16 508)	14 434
Stocks	–	(1 218)	–	–	–	(1 218)	17 949
Charges payées d'avance	318 068	–	–	–	–	318 068	(127 463)
Charges à payer et frais courus	1 961 238	5 796	–	–	–	1 967 034	64 448
Provision pour vacances	47 905	–	–	–	–	47 905	(14 028)
Intérêts courus	(113)	–	–	(14 354)	–	(14 467)	(32 049)
Dépôts de clients et produits reportés	222 446	–	–	–	–	222 446	(74 070)
Apports reportés	2 128 663	–	–	–	–	2 128 663	766 399
Provision pour congés de maladie	(55 951)	–	–	–	–	(55 951)	(163 720)
Revenus de placements reportés	167 386	–	–	–	–	167 386	68 760
	4 703 544	13 768	321	(30 862)	–	4 686 771	244 164
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	3 612 692	628 185	1 472	965 999	(85 156)	5 123 192	896 907

	2017					2016	
	Fonds des opérations	Fonds des activités commerciales	Fonds des expositions	Fonds des immobilisations	Fonds de dotation	Total	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS							
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	-	-	-	(22 319 207)	-	(22 319 207)	(25 844 667)
ACTIVITÉS DE PLACEMENT							
Acquisition de placements	(58 536)	-	-	-	(857 367)	(915 903)	(4 834 407)
Produit de cession de placements	-	-	-	-	766 437	766 437	4 618 010
Flux de trésorerie liés aux activités de placement	(58 536)	-	-	-	(90 930)	(149 466)	(216 397)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT							
Augmentation des emprunts bancaires	-	-	-	10 983 470	-	10 983 470	12 722 479
Remboursement d'emprunts bancaires	-	-	-	(18 552 740)	-	(18 552 740)	(8 437 814)
Contributions reçues de la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	-	-	-	6 803 996	-	6 803 996	2 172 317
Subventions reçues du gouvernement du Québec pour les exercices subséquents	-	-	-	4 803 853	-	4 803 853	4 270 058
Autres subventions ou contributions reçues	-	-	-	2 801 121	-	2 801 121	12 432 324
Nouvelle dette à long terme	-	-	-	18 952 739	-	18 952 739	8 437 814
Remboursement de la dette à long terme	(50 216)	-	-	(6 614 854)	-	(6 665 070)	(5 553 016)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(50 216)	-	-	19 177 585	-	19 127 369	26 044 162
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	3 503 940	628 185	1 472	(2 175 623)	(176 086)	1 781 888	880 005
TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	356 144	465 043	531 293	2 765	-	1 355 245	475 240
Contributions interfonds	(1 248 227)	(628 185)	(474 590)	2 174 916	176 086	-	-
TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE (NOTE 17)	2 611 857	465 043	58 175	2 058	-	3 137 133	1 355 245

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

AU 31 MARS 2017

1. CONSTITUTION ET FONCTIONS

Le Musée national des beaux-arts du Québec (Musée), personne morale au sens du Code civil instituée en vertu de la Loi sur les musées nationaux (RLRQ, chapitre M-44), a pour fonctions de faire connaître, de promouvoir et de conserver l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et d'assurer une présence de l'art international par des acquisitions, des expositions et d'autres activités d'animation.

Le Musée national des beaux-arts du Québec a été reconnu comme un organisme de bienfaisance au sens de la Loi sur les impôts du Québec (RLRQ, chapitre I-3) et de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada (LRC 1985, chapitre 1, 5^e supplément). Il est par conséquent admissible à l'exemption d'impôt prévue pour ces organismes.

2. VOCATION DES FONDS

Le fonds des opérations présente les opérations courantes du Musée.

Le fonds des activités commerciales présente les activités commerciales du Musée, telles que l'exploitation de la boutique, la vente de publications, l'exploitation du restaurant, du café et du stationnement et la location de salles. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, le solde de ce fonds, qui doit être utilisé pour financer la réalisation des activités commerciales du Musée, ne peut excéder 400 000 \$. Tout excédent doit servir au remboursement des emprunts ou au financement des activités du Musée.

Le fonds des expositions a été créé afin de financer la réalisation d'expositions internationales majeures dont les coûts, notamment ceux de location et de transport, dépassent les limites de la subvention de fonctionnement du Musée, ou, exceptionnellement, pour financer des activités connexes à ces expositions. En vertu d'un règlement approuvé par le conseil d'administration, le solde de ce fonds ne peut excéder 2 000 000 \$.

Le fonds des immobilisations présente les actifs, les passifs, les produits et les charges afférents aux immobilisations corporelles. La partie du solde du fonds non investie en immobilisations est réservée à l'acquisition d'immobilisations corporelles pour le Musée et au paiement des frais afférents. De plus, le Musée ne peut, sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement, acquérir, aliéner, hypothéquer ou louer un immeuble.

Le fonds de dotation présente les ressources apportées à titre de dotations. En vertu d'un règlement approuvé par le gouvernement, seuls les revenus de placements tirés des ressources de ce fonds peuvent être utilisés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisition d'œuvres d'art pour les collections du Musée.

3.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

**RÉFÉRENTIEL
COMPTABLE**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Musée utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, incluant les recommandations des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif du secteur public énoncées dans les chapitres SP 4200 à SP 4270.

**UTILISATION
D'ESTIMATIONS**

La préparation des états financiers du Musée par la direction exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**INSTRUMENTS
FINANCIERS**

Les instruments financiers sont constatés au coût à la date de transaction.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

Les placements de portefeuille, composés d'instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, sont classés dans la catégorie des instruments financiers évalués à la juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce qu'elles soient décomptabilisées.

La trésorerie, les créances et intérêts courus (excluant les taxes à recevoir) et les contributions et subventions à recevoir (excluant les subventions qui ne font pas l'objet d'un accord contractuel) sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts bancaires, les charges à payer et frais courus (excluant les avantages sociaux à payer), les intérêts courus, la provision pour vacances et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**Juste valeur**

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

La juste valeur des titres détenus dans les fonds communs correspond à leur valeur boursière, établie selon le cours vendeur. Lorsque survient une variation de la valeur des actifs sous-jacents détenus dans les fonds communs, la valeur des parts varie également.

Hierarchie de la juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés selon les niveaux suivants de la hiérarchie :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

**CONSTATATION
DES PRODUITS****Apports**

Les apports présentés dans le fonds des opérations comprennent les subventions ainsi que les commandites et autres contributions obtenues principalement pour la réalisation d'expositions et l'achat d'œuvres d'art. Les apports présentés dans le fonds des immobilisations comprennent les subventions ou contributions relatives aux immobilisations corporelles et à leur maintien.

Les subventions ou contributions à recevoir sont comptabilisées lorsqu'elles peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur réception est raisonnablement assurée, notamment lorsqu'il existe un accord contractuel.

Les subventions du gouvernement du Québec sont comptabilisées dans l'exercice où elles sont autorisées.

Le Musée applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées, à l'exception des apports affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles non amortissables, qui sont constatés en augmentation de l'actif net. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir.

3.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)**Produits**

Les produits de billetterie et d'abonnements, de stationnement, de redevances des services alimentaires, de location d'espaces et de services connexes, de location et de diffusion d'œuvres d'art et d'expositions ainsi que d'activités éducatives et culturelles sont constatés lorsque le service est rendu au client.

Les produits de boutique et de publications sont constatés lorsque le bien est remis au client.

Dotations

Les dotations sont comptabilisées comme augmentation de l'actif net du fonds de dotation, alors que les revenus de placements de ce fonds sont constatés comme revenus de placements reportés dans le fonds des opérations et constatés comme produits du fonds approprié dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Apports reçus sous forme de services

Le ministère de la Culture et des Communications fournit gratuitement au Musée des services de restauration d'œuvres d'art. Ces apports ne sont pas constatés aux états financiers.

En raison de la difficulté à déterminer la juste valeur des services fournis gratuitement par les bénévoles, ceux-ci ne sont pas constatés dans les produits et les charges du Musée.

COLLECTIONS

Le coût des pièces de collection acquises contre paiement est imputé aux charges du fonds des opérations.

Les pièces de collection acquises par donation sont comptabilisées aux produits et aux charges du fonds des opérations lorsque toutes les conditions s'y rattachant sont remplies. La valeur des pièces de collection acquises par donation est déterminée par expertise et est généralement sanctionnée par la Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels (Commission). Advenant que le donateur n'accepte pas la décision de la Commission, il peut, dans les 12 mois suivant le jour de la communication de la première détermination de la Commission, lui demander de fixer à nouveau la juste valeur de l'œuvre. Si tel est le cas, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice où la nouvelle détermination est communiquée. Lorsque la Commission fait connaître sa décision après la date de production des états financiers et que la juste valeur qu'elle détermine diffère de la valeur déterminée par expertise utilisée pour comptabiliser l'acquisition, l'ajustement de valeur est comptabilisé dans l'exercice suivant la comptabilisation initiale.

**REVENUS
DE PLACEMENTS**

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou les pertes sur la cession de placements sont établis selon la méthode du coût moyen. Les redistributions de capital sont constatées au moment où elles sont encaissées.

3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

STOCKS	Les stocks de la boutique sont évalués selon la méthode de la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif.																				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	<p>Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût ou, si elles sont reçues à titre gratuit, à la juste valeur marchande en date d'acquisition, et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :</p> <table> <tr> <td>Bâtiments</td><td>40 ans</td></tr> <tr> <td>Aménagements des bâtiments</td><td>10 ans</td></tr> <tr> <td>Aménagements des salles d'exposition</td><td>10 ans</td></tr> <tr> <td>Aménagements extérieurs</td><td>10 ans</td></tr> <tr> <td>Matériel roulant</td><td>15 ans</td></tr> <tr> <td>Équipement spécialisé</td><td>10 ans</td></tr> <tr> <td>Mobilier et équipement de bureau</td><td>5 ans</td></tr> <tr> <td>Documents numériques</td><td>3, 5 et 10 ans</td></tr> <tr> <td>Équipement informatique et bureautique</td><td>3 ans</td></tr> <tr> <td>Développement informatique</td><td>7 ans</td></tr> </table>	Bâtiments	40 ans	Aménagements des bâtiments	10 ans	Aménagements des salles d'exposition	10 ans	Aménagements extérieurs	10 ans	Matériel roulant	15 ans	Équipement spécialisé	10 ans	Mobilier et équipement de bureau	5 ans	Documents numériques	3, 5 et 10 ans	Équipement informatique et bureautique	3 ans	Développement informatique	7 ans
Bâtiments	40 ans																				
Aménagements des bâtiments	10 ans																				
Aménagements des salles d'exposition	10 ans																				
Aménagements extérieurs	10 ans																				
Matériel roulant	15 ans																				
Équipement spécialisé	10 ans																				
Mobilier et équipement de bureau	5 ans																				
Documents numériques	3, 5 et 10 ans																				
Équipement informatique et bureautique	3 ans																				
Développement informatique	7 ans																				
DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Musée de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.																				
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes bancaires.																				
RÉGIMES DE RETRAITE	La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu du fait que le Musée ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.																				
PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE	Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le Musée. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.																				

4.

SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2017		2016
	Fonds des opérations	Fonds des immobilisations	Total
	\$	\$	\$
Frais de fonctionnement	14 663 381	–	14 663 381
Projets spécifiques*	1 483 443	–	1 483 443
Subventions concernant le financement d'immobilisations corporelles et d'autres charges	–	1 750 446	1 750 446
Remboursement des intérêts et des frais financiers relatifs au financement d'immobilisations corporelles et d'autres charges	–	969 288	969 288
Virement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	–	1 976 447	1 976 447
	16 146 824	4 696 181	20 843 005
			14 022 252

* Ces subventions sont obtenues principalement pour la réalisation d'expositions.

5.

FONDS DES OPÉRATIONS – OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES

Le Musée loue, en vertu d'une entente, une partie d'un de ses bâtiments pour une somme annuelle de 1 \$. En contrepartie, le locataire accorde au Musée des droits de passage relatifs à des installations lui appartenant. Étant donné que la juste valeur des services échangés dans le cadre de cette entente ne peut faire l'objet d'une évaluation fiable, cette transaction a été comptabilisée au montant de 1 \$.

Le Musée effectue par ailleurs avec certains fournisseurs des échanges de biens et de services. Ces opérations non monétaires sont inscrites à la juste valeur, lorsque cette dernière peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, et sont incluses aux postes suivants de l'état des résultats :

	2017	2016
	\$	\$
PRODUITS		
Billetterie et abonnements	5 376	6 707
Location d'espaces et services connexes	–	415
Commandites	120 468	62 411
	125 844	69 533
CHARGES		
Services professionnels, administratifs et autres	12 962	2 186
Entretien, réparations et aménagement	470	522
Transport et communications	112 412	66 825
	125 844	69 533

6. CONTRIBUTIONS DE LA FONDATION DU MUSÉE NATIONAL DES BEAUX-ARTS DU QUÉBEC

La Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec (Fondation), dans laquelle le Musée a un intérêt économique, est constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a pour principal objet de promouvoir et de soutenir l'œuvre du Musée, notamment en favorisant le développement des collections, le financement des expositions et l'accessibilité aux programmes éducatifs et en appuyant tout projet visant la croissance du Musée. Pour aider la Fondation à remplir son mandat, le Musée lui fournit gratuitement des locaux pour ses bureaux ainsi que les biens et services nécessaires à son fonctionnement. En cas de dissolution ou de liquidation de la Fondation, tout reliquat de ses biens, une fois ses dettes acquittées, sera transféré au Musée. Les soldes de fonds négatifs de la Fondation totalisaient 2 811 390 \$ au 31 mars 2017 (soldes de fonds positifs de 5 102 543 \$ en 2016).

7. FONDS DES OPÉRATIONS – PIÈCES DE COLLECTION

**COLLECTION PERMANENTE,
COLLECTION D'ÉTUDE ET
COLLECTION PRÊT D'ŒUVRES D'ART**

La collection permanente est constituée de l'ensemble des œuvres d'art acquises en vue de leur conservation et de leur mise en valeur en conformité avec le mandat du Musée. Cette collection porte principalement sur l'art québécois de toutes les périodes, de l'art ancien à l'art actuel, et compte 36 073 œuvres d'art (35 871 en 2016) réparties selon les catégories suivantes : architecture, arts décoratifs et design, arts graphiques, ethnologie, installation, peinture, performance, photographie, sculpture, techniques mixtes, vidéo/film.

La collection d'étude est constituée d'un ensemble d'œuvres d'art et d'objets rattachés à la carrière d'un artiste qui peuvent servir à des fins d'interprétation, d'éducation et d'animation, ou qui documentent le processus de création des œuvres d'art de la collection permanente ou d'artistes qui y sont représentés. Cette collection compte 1 847 œuvres d'art et objets (1 794 en 2016) répartis selon les mêmes catégories que celles de la collection permanente.

La collection Prêt d'œuvres d'art, mise sur pied afin de soutenir et de diffuser l'art contemporain du Québec, est constituée de l'ensemble des œuvres d'art acquises à cette fin et mise en circulation grâce à son programme de location destiné particulièrement aux ministères et organismes du gouvernement du Québec. Cette collection compte 1 902 œuvres d'art (1 876 en 2016) réparties selon les mêmes catégories que celles de la collection permanente.

Au cours de l'exercice, le Musée a acquis 276 œuvres et objets (907 en 2016) pour un montant total, incluant les ajustements de valeurs le cas échéant, de 3 658 766 \$ (7 106 019 \$ en 2016), soit 753 266 \$ par achat (284 331 \$ en 2016) et 2 905 500 \$ par don (6 821 688 \$ en 2016). En 2016, neuf œuvres d'une valeur totale de 3 960 000 \$ ont été offertes en don au Musée par deux administrateurs ainsi qu'une compagnie contrôlée par un administrateur. En 2017, la valeur de six de ces œuvres a été ajustée à la hausse pour un total de 662 500 \$.

7. FONDS DES OPÉRATIONS – PIÈCES DE COLLECTION (SUITE)

COLLECTIONS ET FONDS D'ARCHIVES PRIVÉES

Les collections et fonds d'archives privées sont constitués de documents qui ont été soit rassemblés en fonction d'une caractéristique commune (collections), soit utilisés par une personne physique ou morale dans l'exercice de ses activités ou de ses fonctions (fonds) et qui sont des sources documentaires importantes pour la connaissance de l'art québécois.

Les documents se répartissent selon les catégories suivantes : livres, journaux, revues, enregistrements sonores, documents cinématographiques et télévisuels, affiches, correspondance, archives iconographiques et documentaires (diapositives, négatifs et photographies), reproductions d'œuvres d'art, documents architecturaux et cartes postales.

Au cours de l'exercice, le Musée a acquis par don des fonds d'archives privées pour un montant total de 93 400 \$ (37 700 \$ en 2016).

8. VIREMENTS INTERFONDS

Un montant de 614 417 \$ (497 270 \$ en 2016), représentant la partie de l'actif net du fonds des activités commerciales qui excède 400 000 \$, a été transféré au fonds des opérations afin de rembourser des emprunts ou de financer des activités du Musée.

Un montant de 182 159 \$ (42 721 \$ en 2016) a été transféré du fonds des opérations au fonds des immobilisations relativement à des immobilisations non financées par des apports externes.

Aux 31 mars 2017 et 2016, aucun montant n'a été transféré du fonds des opérations au fonds des expositions.

9. CRÉANCES ET INTÉRÊTS COURUS

	2017	2016
	\$	\$
Intérêts courus	1 626	976
Taxes à recevoir	371 464	1 002 922
Autres créances	368 197	314 195
	741 287	1 318 093

10. PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les placements de portefeuille sont composés uniquement d'unités de fonds communs de placement. Les placements dans les fonds communs ne sont assortis d'aucune date d'échéance contractuelle.

	2017		2016	
	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$
FONDS DES OPÉRATIONS				
Fonds de marché monétaire	3 050 529	3 050 536	3 027 118	3 027 118
Fonds d'obligations	768 313	785 118	753 359	750 000
	3 818 842	3 835 654	3 780 477	3 777 118
	2017		2016	
	Valeur comptable (juste valeur)	Coût	Valeur comptable (juste valeur)	Coût
	\$	\$	\$	\$
FONDS DE DOTATION				
Fonds de marché monétaire	107 205	107 206	78 264	78 560
Fonds d'obligations	969 689	962 272	911 909	879 080
Fonds d'actions	703 599	660 671	665 265	596 423
	1 780 493	1 730 149	1 655 438	1 554 063

Les placements sont classés selon le niveau 1 de la hiérarchie de la juste valeur.

11.

FONDS DES IMMOBILISATIONS – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2017		2016	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	\$	\$	\$	\$
Terrains* **	6 633 377	–	6 633 377	6 633 377
Bâtiments*	138 708 659	34 284 420	104 424 239	15 301 280
Aménagements des bâtiments***	10 242 194	5 177 447	5 064 747	4 313 194
Aménagements des salles d'exposition***	585 850	44 818	541 032	323 324
Aménagements extérieurs***	2 271 843	615 871	1 655 972	208 512
Matériel roulant	155 389	100 688	54 701	65 060
Équipement spécialisé***	8 038 029	2 450 116	5 587 913	814 614
Mobilier et équipement de bureau	297 479	271 729	25 750	19 250
Documents numériques***	327 214	49 672	277 542	115 995
Équipement informatique et bureautique	2 384 955	1 808 310	576 645	499 720
Développement informatique***	417 091	128 646	288 445	200 035
Agrandissement en cours**	–	–	–	86 261 038
	170 062 080	44 931 717	125 130 363	114 755 399

* Le Musée a acquis certains de ces biens immeubles du gouvernement du Québec pour le prix de 1 \$ chacun en 1985 et 1988. Ceux-ci ont été comptabilisés selon l'évaluation municipale à ces dates, soit 1 210 250 \$ pour les terrains et 6 358 900 \$ pour les bâtiments. Le gouvernement a, par la suite, autorisé différents projets d'agrandissement et de réparations majeures des bâtiments.

** Le Musée a réalisé un projet d'agrandissement dont le financement est assuré par les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que par la Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec. Depuis les autorisations initiales, 5 423 127 \$ (5 423 127 \$ en 2016) ont été constatés à titre de terrains et 99 392 094 \$ (86 261 038 \$ en 2016) à titre de constructions en cours. Au cours de l'exercice, le solde constaté à titre de constructions en cours a été reclassé dans les bâtiments ou autres classes d'immobilisations corporelles applicables et amorti selon les durées de vie utile estimatives.

*** Des immobilisations corporelles totalisant 73 468 \$ au 31 mars 2017, dont 64 544 \$ pour des aménagements des bâtiments, 3 691 \$ pour des aménagements des salles d'exposition, 1 421 \$ pour des aménagements extérieurs, 2 800 \$ pour de l'équipement spécialisé et 1 012 \$ pour des documents numériques, n'ont pas été amorties, étant donné qu'elles n'étaient pas utilisées en fin d'exercice. Au 31 mars 2016, les immobilisations corporelles non amorties totalisaient 559 115 \$, dont 93 690 \$ pour des aménagements des bâtiments, 323 324 \$ pour des aménagements des salles d'exposition, 909 \$ pour de l'équipement spécialisé, 92 789 \$ pour des documents numériques et 48 403 \$ pour du développement informatique.

12. EMPRUNTS BANCAIRES

Le gouvernement du Québec a autorisé, par les décrets 940-2016 et 979-2016, le Musée à instituer un régime d'emprunts, valide jusqu'au 31 octobre 2017, lui permettant d'emprunter à court terme ou par marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, ou à long terme auprès du ministre des Finances, à titre de responsable du Fonds de financement, et ce, pour un montant n'excédant pas 41 916 412 \$ (50 419 720 \$ en 2016).

**FONDS
DES IMMOBILISATIONS**

Le Musée a contracté les emprunts bancaires suivants relatifs aux immobilisations corporelles et à leur maintien :

	2017	2016
	\$	\$
Marges de crédit, taux des acceptations bancaires, soit 1,20 % au 31 mars 2017 (1,18 % en 2016), échéant le 28 avril 2017	15 673 000	16 448 000
Billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, échu au 31 mars 2017 (0,94 % en 2016)	-	6 794 270
	15 673 000	23 242 270

La portion à long terme des emprunts est présentée à la note 16.

13. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2017	2016
	\$	\$
Traitements à payer	548 211	535 106
Avantages sociaux à payer	418 787	209 352
Autres charges à payer et frais courus	3 614 947	9 162 480
	4 581 945	9 906 938

14. APPORTS REPORTÉS

FONDS DES OPÉRATIONS	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	1 075 255	683 522
Montant constaté à titre de produits de l'exercice	(944 169)	(374 666)
Montant reçu pour les exercices subséquents	2 128 663	766 399
Solde à la fin	2 259 749	1 075 255
FONDS DES IMMOBILISATIONS	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	64 960 674	43 800 447
Subventions ou contributions relatives aux immobilisations corporelles	1 048 820	17 839 385
Montant reçu du gouvernement du Québec pour les exercices subséquents	4 803 853	4 270 058
Virement des apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles	(3 893 588)	(949 216)
Solde à la fin	66 919 759	64 960 674
Se détaillant comme suit :		
Gouvernement du Québec	16 692 297	13 864 891
Entités sous contrôle commun du gouvernement du Québec	60 174	67 942
Gouvernement du Canada	31 666 310	32 377 436
Fondation du Musée national des beaux-arts du Québec	18 500 978	18 650 405
	66 919 759	64 960 674

15. FONDS DES OPÉRATIONS – REVENUS DE PLACEMENTS REPORTÉS

	2017	2016
	\$	\$
Solde au début	614 875	546 115
Montants reportés affectés à des fins d'immobilisations corporelles et d'acquisition d'œuvres d'art pour les collections du Musée	167 386	68 760
Solde à la fin	782 261	614 875

16. DETTE À LONG TERME

**FONDS
DES OPÉRATIONS**

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec :

	2017	2016
	Taux effectif	\$
0,96 %, remboursable par versements annuels en capital de 50 216 \$, échéant en mars 2019	1,166 %	100 129
		150 044
		100 129
		150 044
Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	(50 014)	(49 915)
	50 115	100 129

Les versements en capital sur ces emprunts sont acquittés annuellement et les intérêts semestriellement, à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin.

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
2018	50 216 \$	966 \$	51 182 \$
2019	50 216 \$	483 \$	50 699 \$

**FONDS
DES IMMOBILISATIONS**

Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec :

	2017	2016
	Taux effectif	\$
6,26 %, remboursable par versements annuels en capital de 1 430 584 \$, échéant en avril 2017	6,40 %	1 430 585
		2 861 169
4,91 %, remboursable par versements annuels en capital de 245 329 \$, échéant en juillet 2020	5,23 %	981 317
		1 226 647
4,09 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 525 \$, échéant en décembre 2018	4,26 %	167 049
		250 574
2,99 %, remboursable par versements annuels en capital de 83 293 \$, échéant en janvier 2022	3,14 %	416 465
		499 758
2,96 %, remboursable par versements annuels en capital de 485 563 \$, échéant en septembre 2023	3,06 %	3 387 599
		3 869 835
2,34 %, remboursable par versements annuels en capital de 166 242 \$, échéant en octobre 2017	2,52 %	165 949
		331 613
2,93 %, remboursable par versements annuels en capital de 117 021 \$, échéant en septembre 2023	3,07 %	815 539
		931 502

16. DETTE À LONG TERME (SUITE)

		2017	2016
	Taux effectif	\$	\$
3,11 %, remboursable par versements annuels en capital de 340 000 \$, échéant en septembre 2022	3,25 %	2 031 775	2 368 921
3,27 %, remboursable par versements annuels en capital de 55 863 \$, échéant en septembre 2024	3,41 %	444 665	499 963
1,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 264 227 \$, échéant en mars 2024	2,04 %	1 839 320	2 100 700
1,90 %, remboursable par versements annuels en capital de 1 300 339 \$, échéant en mars 2024	2,04 %	9 051 822	10 338 145
2,17 %, remboursable par versements annuels en capital de 115 511 \$, échéant en mars 2025	2,31 %	1 296 715	1 033 148
2,17 %, remboursable par versements annuels en capital de 163 006 \$, échéant en mars 2025	2,31 %	918 889	1 457 954
2,54 %, remboursable par versements annuels en capital de 570 785 \$, échéant en mars 2025	2,69 %	4 537 942	5 101 945
2,34 %, remboursable par versements annuels en capital de 622 908 \$, échéant en septembre 2026	2,48 %	6 190 753	-
1,55 %, remboursable par versements annuels en capital de 80 345 \$, échéant en mars 2027	1,76 %	319 730	-
2,57 %, remboursable par versements annuels en capital de 490 311 \$, échéant en mars 2027	2,71 %	4 868 602	-
2,52 %, remboursable par versements annuels en capital de 214 709 \$, échéant en mars 2027	2,66 %	2 133 138	-
2,52 %, remboursable par versements annuels en capital de 428 161 \$, échéant en septembre 2026	2,66 %	4 253 784	-
		45 251 638	32 871 874
Portion de la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice		(7 204 970)	(5 386 242)
		38 046 668	27 485 632

16. DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les versements en capital sur ces emprunts sont acquittés annuellement et les intérêts semestriellement, à même la subvention du gouvernement du Québec prévue à cette fin.

Les montants prévus des versements en capital à effectuer sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :

	Capital	Intérêts	Total
2018	7 257 725 \$	1 107 279 \$	8 365 004 \$
2019	5 660 897 \$	901 629 \$	6 562 526 \$
2020	5 577 373 \$	758 629 \$	6 336 002 \$
2021	5 577 373 \$	619 041 \$	6 196 414 \$
2022	5 251 698 \$	485 478 \$	5 737 176 \$
2023 et suivantes	16 170 245 \$	835 274 \$	17 005 519 \$

17. FLUX DE TRÉSORERIE

Les opérations non monétaires des activités de fonctionnement, d'investissement en immobilisations, de placement et de financement se détaillent comme suit :

	2017	2016
	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles en contrepartie de créances interfonds ou de charges à payer et frais courus	1 043 769	8 335 796

Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 276 451 \$ (496 560 \$ en 2016).

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 291 076 \$ (1 160 136 \$ en 2016).

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Musée est apparenté à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle commun, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Musée n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles.

18.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

Les principales opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de celles présentées distinctement dans les états financiers :

	2017		2016	
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Location d'espaces et services connexes	33 085	3 000	10 897	7 690
Location et diffusion d'œuvres d'art et d'expositions	69 898	31 609	83 689	46 286
Commandites	–	100 000	–	100 000
Autres produits	898	19 898	553	22 518
CHARGES				
Traitements et avantages sociaux	334 476	–	285 536	–
Énergie, taxes et assurances	–	783 460	–	561 107
Services professionnels, administratifs et autres	20 050	6 401	31 628	6 798
Transport et communications	3 411	65 853	1 030	60 952
Location de locaux	–	52 202	–	52 202
Intérêts sur la dette à long terme	–	945 069	–	534 760
Autres charges	3 188	13 883	1 210	11 565

Les principaux soldes résultant des opérations effectuées avec des apparentés se détaillent comme suit, à l'exception de ceux présentés distinctement dans les états financiers :

	2017		2016	
	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun	Gouvernement du Québec	Entités sous contrôle commun
	\$	\$	\$	\$
ACTIF				
Créances et intérêts courus	39 549	10 782	25 111	11 688
Charges payées d'avance	–	1 651	–	17 590
PASSIF				
Charges à payer et frais courus	22 667	158 221	17 544	57 587
Intérêts courus	–	146 551	–	160 538
Dépôts de clients et produits reportés	31 930	39 335	46 202	21 891
Apports reportés – court terme	2 125 663	–	853 448	–

19.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Musée participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2017, les taux de cotisation de certains régimes ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 11,12 % à 11,05 % de la masse salariale admissible, alors que celui du RRPE est passé de 14,38 % à 15,03 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 4,94 % au 1^{er} janvier 2017 (5,73 % au 1^{er} janvier 2016) de la masse salariale admissible qui doit être versé pour les participants au RRPE et d'un montant équivalent pour les employeurs. Ainsi, le Musée doit verser un montant supplémentaire pour l'année civile 2017 correspondant à 9,88 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2016).

Les cotisations du Musée, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 701 624 \$ (612 705 \$ en 2016). Les obligations du Musée à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses obligations à titre d'employeur.

PROVISIONS POUR VACANCES
ET CONGÉS DE MALADIE

	2017		2016	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	639 202	582 645	653 230	746 365
Charge de l'exercice	649 356	148 118	594 658	86 892
Prestations versées au cours de l'exercice	(601 451)	(204 069)	(608 686)	(250 612)
Solde à la fin	687 107	526 694	639 202	582 645

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2017	2016
Taux d'indexation	1,75 % à 2,83 %	2,5 % à 3,0 %
Taux d'actualisation	2,04 % à 3,43 %	1,49 % à 3,38 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	6 à 24 ans	5 à 24 ans

La provision pour vacances n'a fait l'objet d'aucune actualisation, puisque le Musée estime que les vacances accumulées seront prises au cours du prochain exercice.

20.

INSTRUMENTS FINANCIERS

**GESTION DES RISQUES
LIÉS AUX INSTRUMENTS
FINANCIERS**

La direction a mis en place des politiques et des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le Musée est exposé à un risque de crédit sur ses actifs financiers. Le risque de crédit est le risque que l'autre partie à l'actif financier manque à ses obligations et que cette situation entraîne une perte financière pour le Musée. Ce risque provient surtout des contreparties aux créances et des placements. L'exposition maximale du Musée correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers.

Le risque de crédit relatif à la trésorerie est considéré comme négligeable puisqu'elle est détenue dans une institution financière reconnue dont la notation externe de crédit est de bonne qualité.

Le Musée considère que son risque associé aux créances est réduit puisque de nombreux clients sont des organismes du secteur public. Au 31 mars 2017, le Musée a comptabilisé une provision pour créances douteuses au montant de 2 166 \$ (1 084 \$ en 2016).

Le tableau suivant présente la balance chronologique des créances :

	2017	2016
	\$	\$
Créances de 30 jours et moins suivant la date de facturation	95 636	109 380
Créances de 31 à 60 jours suivant la date de facturation	31 994	33 513
Créances de 61 à 90 jours suivant la date de facturation	6 246	5 781
Créances de plus de 90 jours suivant la date de facturation	234 321	165 521
	368 197	314 195

Les placements sont gérés par un gestionnaire externe de fonds de placement en vertu d'une convention de gestion et d'une politique de placement qui prévoit notamment les actifs permis ainsi que la répartition par classes d'actifs à respecter. Le Musée estime qu'en s'assurant que ces contraintes et limites sont bien suivies, le risque de crédit est réduit.

20.

INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Musée est exposé à un risque de liquidité sur ses passifs financiers. Le risque de liquidité est le risque que le Musée ne soit pas en mesure de satisfaire ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. L'exposition du Musée correspond à la valeur comptable des passifs financiers. Le risque associé à la dette à long terme est minime, étant donné que les remboursements sont assumés par le gouvernement du Québec.

Le Musée respecte ses exigences en matière de liquidité en établissant des prévisions budgétaires et de trésorerie.

Le détail des échéances contractuelles pour les dettes à long terme se trouve à la note 16.

L'échéance des autres passifs financiers (emprunts bancaires, charges à payer et frais courus, provision pour vacances et intérêts courus) est de moins d'un an en 2017 et en 2016.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que la juste valeur des instruments financiers ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le Musée est exposé au risque de taux d'intérêt relativement aux actifs et passifs financiers portant intérêt à taux fixes et variables.

Le Musée gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses revenus de placements.

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variables. Le Musée est ainsi exposé à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixes. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auquel est exposé le Musée est minime et le risque de marché lié aux taux d'intérêt l'est également, étant donné que le Musée prévoit les remboursements selon l'échéancier établi.

Risque de change

Le Musée réalise la majorité de ses transactions en dollars canadiens. Par conséquent, l'exposition au risque de change est limitée.

Autre risque de prix

Le Musée est exposé à l'autre risque de prix relativement aux placements de portefeuille à cause du risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs de ces actifs financiers fluctuent en raison des variations du prix du marché.

Le Musée n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition à l'autre risque de prix.

21.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Musée est engagé, avec le Musée de la civilisation, entité soumise à un contrôle commun de la part du gouvernement du Québec, par une entente d'occupation à long terme échéant le 27 juin 2023 pour la location d'espaces du Centre national de conservation et d'études des collections.

La charge de loyer, ajustée selon les frais d'exploitation réels, imputée aux résultats de l'exercice s'élève à 180 515 \$ (176 487 \$ en 2016). Les paiements minimaux futurs s'établissent comme suit :

2018	180 904 \$
2019	180 904 \$
2020	180 904 \$
2021	180 904 \$
2022	180 904 \$
2023 et suivantes	226 130 \$

Le Musée est également engagé, par divers contrats échéant jusqu'en 2022, à verser une somme de 2 926 165 \$ (8 408 586 \$ en 2016) qui se répartit principalement entre des services professionnels et de construction liés à un projet d'agrandissement pour 220 415 \$ (4 891 526 \$ en 2016), des travaux de maintien des actifs pour 428 104 \$ (699 910 \$ en 2016), des services de sécurité et d'entretien des bâtiments et des équipements pour 1 478 286 \$ (1 394 671 \$ en 2016), des œuvres, expositions et activités en préparation pour 715 041 \$ (1 309 843 \$ en 2016) et divers services administratifs pour 84 319 \$ (112 636 \$ en 2016).

Les paiements exigibles au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2018	2 575 376 \$
2019	257 502 \$
2020	77 405 \$
2021	12 806 \$
2022	3 076 \$

22.

CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2016 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2017.